

EN DÉPIT DE LA HAUSSE DU VOLUME
DES EXPORTATIONS DE 4% EN 2023

Baisse des recettes à 50 milliards de dollars

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté les principales réalisations de son secteur au cours de l'année 2023, devant les membres de la Commission des Affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a noté que malgré la hausse du volume de 4%, la valeur des exportations a diminué de 16%. Selon les chiffres du ministre, les exportations hydrocarbures en 2023 ont avoisiné les 50 milliards de dollars, contre 60 milliards en 2022. P 3



AGRICULTEURS IMPACTÉS PAR LES
RÉCENTES INONDATIONS

**L'UNPA se félicite des
mesures annoncées en
Conseil des ministres**

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) s'est félicitée, lundi, des décisions du Conseil des ministres, tenu dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur des agriculteurs impactés par les récentes inondations ayant touché certaines wilayas du pays.

P 2

90 000 TRAVAILLEURS NON
DÉCLARÉS EN 2023

**Les Caisses de sécurité
sociale intensifient les
contrôles**



Que ce soient des cabinets médicaux, des pharmacies, des auto-entrepreneurs, ou transporteurs, grandes surfaces de commerce, restaurants... ce sont particulièrement deux secteurs qui sont touchés par la non déclaration de salaires. Il s'agit en l'occurrence des secteurs du bâtiment, travaux publics et hydraulique, qui emploient des travailleurs sans les déclarés à la caisse y affiliée. Considérée comme du travail au noir, ce sont principalement les entreprises privées qui s'adonnent à cette pratique.

P 5

INDUSTRIE

**Les instructions de Aoun
aux responsables de GETEX**



Le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné la nécessité de développer une stratégie de promotion et de marketing pour les produits Getex afin d'augmenter ses ventes sur le marché national.

P 3

COMMERCE/ RAMADHAN ET AID EL-FITR

**Les ventes en soldes et les
ventes promotionnelles
autorisées** P2

PÉTROLE

**Repli des prix du Brent à
moins de 82 dollars** P 3

TIMIMOUN

**Ouverture
d'une agence de la
Banque d'Algérie** P 15

COMMERCE/ RAMADHAN
ET AID EL-FITR

Les ventes en soldes et
les ventes
promotionnelles
autorisées

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dimanche dans un communiqué, que les ventes en soldes et les ventes promotionnelles sont autorisées durant le mois de ramadhan et l'Aid El-Fitr à travers toutes les wilayas du pays. "Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des agents économiques et des consommateurs que les commerces (tous types de produits) sont autorisés à exercer l'activité des ventes en soldes et des ventes promotionnelles durant le mois de Ramadhan et l'Aid El-Fitr pour l'an 1445 de l'hégire (année 2024) à travers toutes les wilayas du pays", lit-on dans le communiqué. La prolongation des périodes des ventes en soldes durant le mois de ramadhan, les fêtes religieuses ou à l'occasion de manifestations commerciales intervient en exécution du décret exécutif 06-215 du 18 juin 2006, modifié et complété, fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage, notamment l'article 3. Le ministère a appelé les agents économiques à intensifier ces ventes qui leur permettent de promouvoir leurs activités et de proposer des services et des produits à des prix bas et compétitifs, afin de faire profiter à un plus grand nombre de consommateurs durant ces occasions religieuses. Pour simplifier les formalités administratives, il a été décidé de dispenser, à titre exceptionnel, les agents économiques de la demande d'autorisation pour exercer ces types de ventes, ajoute le communiqué.

AGRICULTEURS IMPACTÉS PAR LES RÉCENTES INONDATIONS

L'UNPA se félicite
des mesures annoncées
en Conseil des ministres

L'Union nationale des paysans algériens (UNPA) s'est félicitée, lundi, des décisions du Conseil des ministres, tenu dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur des agriculteurs impactés par les récentes inondations ayant touché certaines wilayas du pays.

Par Slimane T/Agence

Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général de l'UNPA, Abdellatif Dilmi, s'est félicité de la décision du président de la République relative au versement d'une indemnité de 50.000 DA au profit des agriculteurs impactés, saluant « le souci permanent du président de la République d'accompagner les agriculteurs, notamment dans les circonstances difficiles, pour leur permettre de poursuivre leurs activités et d'approvisionner le marché en différents produits agricoles ». M. Dilmi a estimé que les décisions du président de la République « sont de nature à encourager les agriculteurs à

consentir davantage d'efforts pour améliorer la production et poursuivre leurs activités agricoles dans de bonnes conditions ». Il s'est également félicité de l'indemnisation des agriculteurs par le biais de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), qui est, a-t-il dit, « un soutien aux agriculteurs, aux investisseurs et aux acteurs du secteur agricole ». Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, rappelle-t-on, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le versement d'une indemnité de 50.000 DA durant le mois de Ramadhan au profit des agriculteurs impactés par les récentes inondations

ayant touché certaines wilayas. « Pour les agriculteurs impactés par les récentes inondations qui ont touché sept wilayas, et en application du principe de justice sociale entre nos concitoyens, le président de la République a ordonné le versement d'une indemnité de 50.000 DA durant le mois de Ramadhan, et ce, dans un délai maximal d'une semaine », lit-on dans le communiqué de la réunion du Conseil des ministres. Le président de la République a également ordonné l'indemnisation des agriculteurs pour les pertes occasionnées par les récentes inondations par le biais de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), ajoute la même source.

DISPONIBILITÉ DU LAIT DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

La nouvelle stratégie de l'ONIL et Giplait

La stratégie de développement de la filière du lait a été présentée, dimanche à Alger, par le directeur général de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL) et la présidente directrice générale du Groupe Lait "Giplait", Samah Lahlouh, devant la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN), indique un communiqué de l'assemblée. Le président de la Commission, Fares Ziani a affirmé que cette séance visait à s'enquérir des préparatifs du mois de Ramadhan tracés par le secteur de l'Agriculture et du Développement rural, concernant les produits de large consommation notamment le lait. A cet effet, M. Bouziane et Mme Lahlouh ont présenté "la stratégie adoptée pour assurer la disponibilité et le développement de la filière du lait à long terme au niveau national", mettant en avant les efforts consentis pour garantir la disponibilité de cette matière à la faveur des 15 uni-



tés répartis sur le territoire national avec des capacités de production allant jusqu'à 4,8 millions de litres/jour, ainsi que du réseau commercial comprenant 130 points de vente qui seront "renforcés prochainement par d'autres".

Les deux responsables ont fait état de l'approvisionnement des wilayas de l'extrême sud par la poudre de lait subventionnée et l'augmentation de la production du lait en prévision de la hausse de la consommation durant le Ramadhan, ajoutant que la valeur

réelle de la production du lait en sachet est arrêtée à 50 DA, alors qu'il est vendu au prix subventionné de 25 DA. Et de préciser que 90% des produits dérivés du lait sont à base de "lait cru local" ont-ils affirmé. Par ailleurs, les interventions des députés ont porté sur la création de pôles pour la production de lait, le soutien à la production locale et la réflexion sur la transformation du lait algérien en poudre à l'aide de la technologie pour réduire la facture d'importation. Les députés ont appelé à renouveler le matériel et les équipements de certaines laiteries et évoqué le dossier des aliments et des indemnités, en sus des problèmes des producteurs laitiers et des points de vente dans les wilayas du sud. Ils ont mis en avant l'importance de mettre en place une stratégie afin de garantir la sécurité alimentaire et l'autosuffisance "pour se s'affranchir de la dépendance et partant, se diriger vers l'exportation", ajoute le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN DÉPIT DE LA HAUSSE DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE 4% EN 2023

Baisse des recettes à 50 milliards de dollars

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a présenté les principales réalisations de son secteur au cours de l’année 2023, devant les membres de la Commission des Affaires économiques, du développement, de l’industrie, du commerce et de la planification de l’Assemblée populaire nationale (APN).

Par Sirine R

Il a d’abord rappelé que la politique de développement de son secteur vise à assurer la sécurité énergétique du pays, en répondant à la demande nationale sur le long terme et en fournissant des matières premières aux secteurs économiques. En plus de contribuer au financement de l’économie nationale en maintenant des niveaux acceptables de revenus pétroliers, tout en contribuant au développement industriel du pays. Des investissements importants sont déjà lancés par le groupe Sonatrach. « Le plan à moyen terme de Sonatrach prévoit un investissement de 36 milliards de dollars pour augmenter la production primaire d’hydrocarbures à 207 millions de tonnes équivalent pétrole d’ici 2028 », annonce-t-il. Dans son exposé, le ministre a mis en avant l’amélioration de la plupart des indicateurs économiques des différentes filières du secteur. « La production commercialisée des hydrocarbures a enregistré une hausse significative de 3,3% par rapport à l’année 2022, atteignant ainsi la marque impressionnante de 169 millions de tonnes équivalent pétrole », a indiqué le ministre, soulignant que « cette augmentation a été soutenue par la croissance de la production de toutes les matières, avec une emphase particulière sur le gaz naturel, bénéficiant de l’exploitation de nouveaux gisements et champs pétroliers ».

En ce qui concerne nos revenus provenant des exportations de carburant, le ministre a noté que malgré le volume élevé des exportations (4%), la valeur des exportations a diminué de 16%. Selon les chiffres du ministre, les exportations hydrocarbures en 2023 ont avoisiné les 50 milliards de dollars, contre 60 milliards en 2022. Il a expliqué cette situation par la baisse des prix du pétrole, qui se sont établis en moyenne à 84 dollars le baril fin 2023, contre 104 dollars le

baril fin 2022 l’année précédente. A l’inverse, les recettes de la fiscalité pétrolière ont augmenté de 2,4%, pour atteindre 5.678 milliards DA en 2023, contre 5.546 milliards en 2022.

L’augmentation de la production primaire repose également sur l’intensification des efforts de recherche, d’exploration et de développement et sur l’augmentation du taux d’extraction. Dans le cadre de son plan à moyen terme (2024-2028), le complexe Sonatrach a alloué 36 milliards de dollars (71% de l’investissement total). Augmenter la production de combustible primaire à 207 millions de tonnes équivalent en 2028, contre 190 millions de tonnes en 2023.

Le ministre a annoncé, par la même occasion, « une progression significative dans le secteur minier, avec une augmentation notable de la production, notamment pour le fer (+5,6%), le phosphate (+3%), le sel (+21%), le marbre (+23%) et l’or (+6,3%) ». Il a, aussi, noté « une hausse de plus de 2% de la consommation locale d’énergie, atteignant environ 70 millions de tonnes équivalent pétrole ». Cette croissance a été soutenue, selon lui, « par une demande accrue de produits pétroliers (4,7%) et, dans une moindre mesure, de gaz (1,2%) ».

En ce qui concerne les investissements, le ministre a indiqué que le pays a enregistré « une augmentation significative, dépassant les 9 milliards de dollars américains en 2023, comparativement à 8 milliards en 2022 ». Nous apprenons ainsi que plus de 5 milliards de dollars ont été alloués au développement du secteur des hydrocarbures, représentant les deux tiers de l’investissement total, le reste étant destiné à l’activité minière.

« Ces investissements ont permis d’accroître la capacité de production totale d’électricité à 25,4 gigawatts, répondant ainsi efficacement à la demande nationale, en particulier pendant la saison estivale », a-t-il fait savoir. De plus, ajoute-t-il, « 410 000 clients ont été

raccordés à l’électricité et 420 000 autres au gaz en 2023, portant le nombre de foyers connectés à l’électricité à 9,11 millions et à 7,7 millions pour le gaz, permettant d’atteindre un taux de raccordement de plus de 99% pour l’électricité et 67% pour le gaz naturel ». Selon le ministre, l’Algérie navigue à travers des défis économiques, tout en poursuivant une vision ambitieuse de transition énergétique. Le ministre a également évoqué les efforts visant à valoriser les hydrocarbures, avec des projets en cours tels que la nouvelle raffinerie à Hassi Messaoud et des unités de production de produits pétrochimiques. « Les initiatives de mise à niveau des raffineries ont permis à l’Algérie de mettre fin à l’importation de carburant depuis 2021, économisant ainsi d’importantes sommes en devises », a-t-il fait remarquer.

En parallèle, ajoute-t-il, « le secteur s’engage dans le développement des énergies renouvelables, avec un programme ambitieux visant une capacité totale de 15 gigawatts d’ici 2035 ». D’ailleurs, rappelle-t-il, « des contrats pour 2 gigawatts ont déjà été conclus, et des appels d’offres pour 1 gigawatt ont été lancés. Le développement de l’hydrogène a également été intégré aux priorités gouvernementales ».

« L’Algérie s’est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 22% d’ici 2030, contribuant ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique », a-t-il affirmé, rappelant que « le secteur des mines participe à renforcer la sécurité hydrique du pays avec 11 unités de dessalement d’eau de mer en partenariat et trois en exploitation directe par Sonatrach ».

Pour Arkab, « l’Algérie se trouve à l’aube d’une transition énergétique mondiale et s’efforce de reconstruire un nouveau modèle énergétique efficient, intégrant les énergies traditionnelles et modernes pour consolider la sécurité énergétique et préserver l’environnement ».

PÉTROLE

Repli des prix du Brent à moins de 82 dollars

Le pétrole baissait quelque peu lundi, en raison de signaux mitigés au sujet de l’économie chinoise qui alimentent des craintes sur la demande, et dans l’attente de l’inflation américaine. En début d’après-midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, se repliait de 0,29% à 81,84 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, perdait 0,35% à 77,74 dollars. Les cours refluaient "en raison des inquiétudes concernant la vigueur de l’économie chinoise cette année, car les signaux émanant de l’Assemblée nationale populaire" (ANP) de Chine, réunie lundi, "concernant les mesures de relance ont été limités", notent des analystes. Le pays asiatique, qui affichait dans les années 1990 et 2000 des taux de croissance farouche, s’est fixé la semaine dernière à l’ouverture du Parlement un objectif bien plus modeste pour 2024, à "environ 5%". Il a admis que cette cible ne serait "pas facile" à atteindre et que des "risques économiques latents" dans certains secteurs continuaient de tirer l’économie vers le bas, sans toutefois annoncer de plan détaillant les moyens de résoudre les problèmes. Par ailleurs, "les investisseurs sont focalisés sur l’inflation américaine", indiquent des experts. La publication de l’indice des prix à la consommation (CPI) pour février aux Etats-Unis, attendu mardi, devrait ou non renforcer les perspectives de baisse de taux américains, et avec elles le dollar, ce qui pourrait influencer les prix du pétrole. Les prix du brut sont en effet libellés en dollar et un billet vert plus faible soutient la demande.

INDUSTRIE

Les instructions de Aoun aux responsables de GETEX

Par S R.

Le ministre de l’industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné la nécessité de développer une stratégie de promotion et de marketing pour les produits Getex afin d’augmenter ses ventes sur le marché national.

Lors d’une visite d’inspection au complexe GETEX, le ministre a exhorté les responsables du Groupe industriel textiles & cuirs d’élaborer une stratégie commerciale plus agressive sur le marché local afin de faire face à la concurrence imposée par d’autres marques. « Les prix adoptés sont compétitifs par rapport aux produits d’au-

tres entreprises, néanmoins, la faiblesse constatée en matière de marketing a impacté négativement sur le chiffre d’affaires du groupe », affirme-t-il, soulignant la nécessité d’être doté d’un « département de marketing agressif ».

Sur un autre registre, Ali Aoun a insisté sur la sécurisation de l’usine et des travailleurs en installant des caméras de surveillance permanentes. « Les matières premières utilisées par l’usine pour la production de vêtements sont de bonne qualité » a indiqué le ministre promettant de revoir la « grille de salaires en fonction de la productivité de l’usine ».

Par ailleurs et en réponse à une question sur la protection de la production

nationale, le ministre a rappelé que dès que un producteur national satisfait la demande du marché local, « le gouvernement en tarde pas à prendre des mesures protectionnistes ». C’est le cas d’ailleurs, affirme, de la filière des chaussures. « Nous n’avons pas importé de chaussures depuis un an », affirme-t-il, en rappelant que les chaussures « made in bladi » sont de qualité et à des prix compétitifs.

Au cours de sa visite des unités, accompagné du président et directeur général du complexe, Berkani Toufik, le ministre a reçu des explications sur les modes de travail et les techniques modernes de production. Il a également échangé avec les travailleurs sur les conditions de travail, des méthodes

et des étapes de production, les appelants à doubler la production, ce qui, selon lui, se traduira par l’amélioration des salaires.

Le ministre a rappelé que cette visite « s’inscrit dans le cadre d’une série de visites d’inspection des usines et des unités de production pour connaître les difficultés et les moyens complémentaires qui doivent être prévus pour accroître leur productivité et répondre à la demande de consommation locale ». Selon le ministre, ce processus vise à provoquer une renaissance de ces industries dont le marché algérien a besoin, en termes de fourniture de moyens de travail et de main d’œuvre, et leur permettant de rivaliser avec les produits étrangers.

JOURNÉE
INTERNATIONALE DES
MATHÉMATIQUES
**Riche programme
dans les écoles**

Le ministère de l'Education nationale a élaboré, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des mathématiques (14 mars), un programme riche et varié visant à mettre en évidence l'importance et le rôle des mathématiques dans divers aspects de la vie, a indiqué ce lundi un communiqué du ministère. «Un programme riche et varié à caractère scientifique, pédagogique et ludique est prévu du 12 au 19 mars 2024 dans tous les établissements éducatifs» en vue de mettre en évidence «l'importance et le rôle des mathématiques dans divers aspects de la vie», a précisé le communiqué.

ALGÉRIE TÉLÉCOM
**Les horaires
d'ouverture des
agences commerciales
pendant le Ramadhan**

Algérie Télécom (AT) a annoncé les horaires d'ouverture de ses agences commerciales durant le mois sacré de Ramadhan, indique lundi un communiqué de cette entreprise. Ainsi, pour les wilayas du nord du pays, les agences commerciales seront ouvertes du samedi au jeudi de 8h30 à 17h30, tandis que pour le sud du pays, les agences ouvriront du samedi au jeudi de 8h00 à 16h30. Tout en présentant ses meilleurs vœux de santé, de paix et de prospérité à tous les Algériens à l'occasion du mois sacré, Algérie Télécom invite ses usagers désireux d'avoir plus de détails à consulter son site web: www.algerietelecom.dz.

ONAB

3000 tonnes de poulet congelé importées pour casser les prix



L'Office national des aliments de bétail (ONAB) a procédé depuis hier lundi à la commercialisation d'importantes quantités de poulet congelé importé et ce, au niveau de ses points de vente, a indiqué le directeur général de l'ONAB, Hassan Benzaza. Lors d'une séance d'audition devant la Commission de l'Agriculture, de la Pêche et de la Protection de l'environnement de l'APN, M. Benzaza a fait savoir que l'ONAB avait élaboré un programme "bien ficelé" en prévision du mois de Ramadhan, dans le souci de ren-

forcer le stockage des viandes blanches, a indiqué un communiqué de l'APN, précisant que ce programme prévoyait, en outre, la mise en vente de 3000 tonnes de viande congelée importée, à compter de ce lundi au niveau des points de vente de l'Office. Les 131 points de ventes répartis sur l'ensemble du territoire national dont 53 points installés au niveau de marchés de proximités seront dotés de poulets frais produits par l'ONAB, selon le communiqué. Dans le cadre de son programme spécial Ramadhan,

l'Office a consacré 67 unités à la production de poulets vivants au niveau de 13 abattoirs à travers le territoire national, selon la même source. Dans le but de renforcer l'approvisionnement des abattoirs en poulets vivants, M. Benzaza a indiqué que l'ONAB a procédé à l'importation de plus de 5 millions d'œufs à couvrir en provenance de Hongrie et d'Espagne afin d'augmenter la production de poussins, ajoutant que cette démarche est à même d'assurer l'approvisionnement des éleveurs en poussins à un prix de 120 DA l'unité.

RAMADHAN
La Gendarmerie nationale met en place un dispositif sécuritaire spécial

Le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) a mis en place, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, un dispositif sécuritaire spécial pour sécuriser les zones urbaines et suburbaines et le réseau routier relevant de son territoire de compétence, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité. "A l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan 1445 de l'hégire et afin de permettre aux citoyens d'accomplir le jeûne dans la quiétude et la sérénité, le Commandement de la GN a mis en place un dispositif sécuritaire préventif spécial pour sécuriser les zones urbaines et suburbaines et le réseau routier relevant de son territoire de compétence", lit-on dans le communiqué. Il s'agit du "déploiement de dispositifs statico-dynamiques constitués d'unités territoriales, d'unités de sécurité routière et de brigades de sécurité et d'investigation, en vue d'assurer une surveillance efficace du territoire et une présence permanente et continue sur le terrain", selon la même source. Le dispositif de la Gendarmerie nationale repose sur "l'action de proximité et la valorisation du service public pour préserver la sécurité et la quiétude publiques, d'autant que le mois sacré coïncide, cette année, avec les vacances de printemps, une période de forte affluence", a ajouté le communiqué. Le dispositif vise également à "fluidifier la circulation à travers les axes routiers et aux abords des marchés, des centres commerciaux, des mosquées et des gares routières et ferroviaires, en vue d'offrir aux citoyens un service public de qualité et d'intervenir rapidement et efficacement le cas échéant".

HYDROGÈNE VERT

Sonelgaz signe deux accords de coopération avec le CDER

La Direction centrale de recherche et développement du groupe Sonelgaz a signé, dimanche à Alger, deux accords de coopération avec le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) concernant la production d'hydrogène vert, indique un communiqué du groupe public. La cérémonie de signature de ces deux accords a été présidée par le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, en présence de plusieurs cadres dirigeants du groupe et de chercheurs. Le premier accord concerne la réalisation de l'étude technico-économique d'une unité principale de production d'hydrogène vert (renouvelable),

alors que le deuxième porte sur la réalisation d'une étude pour le choix du site devant abriter cette unité, précise le communiqué. A cette occasion, M. Adjal a mis en avant "le grand intérêt que porte Sonelgaz au secteur de la recherche scientifique, et ce, conformément aux orientations des hautes autorités du pays en faveur du renforcement de la coopération entre les secteurs économique et de la recherche scientifique en vue d'améliorer la performance du groupe Sonelgaz, en tant que levier de l'économie nationale".

4E ÉDITION DU PROGRAMME « LE PETIT APPRENANT »

Sonatrach signe avec la wilaya d'Adrar une convention de sponsoring

Le groupe Sonatrach a procédé à la signature d'une convention avec la wilaya d'Adrar, en vue de sponsoriser la 4e édition du programme d'apprentissage du Coran au profit des enfants de la wilaya, durant le mois du Ramadhan, a indiqué le groupe dans un communiqué. Le groupe Sonatrach a supervisé, dimanche, la signature d'une convention de sponsoring de la 4e édition du programme « Le Petit apprenant – Ramadhan 2024 », baptisé du nom de l'Imam Mohamed Ben Abdelkrim El-Maghili, et signée par les représentants du groupe Sonatrach et le wali d'Adrar, en présence des élèves des écoles coraniques et des zaouïas », lit-on dans le communiqué.



90 000 TRAVAILLEURS NON DÉCLARÉS EN 2023

Les Caisses de sécurité sociale intensifient les contrôles

Que ce soient des cabinets médicaux, des pharmacies, des auto-entrepreneurs, ou transporteurs, grandes surfaces de commerce, restaurants... ce sont particulièrement deux secteurs qui sont touchés par la non déclaration de salaires. Il s'agit en l'occurrence des secteurs du bâtiment, travaux publics et hydraulique, qui emploient des travailleurs sans les déclarés à la caisse y affiliée. Considérée comme du travail au noir, ce sont principalement les entreprises privées qui s'adonnent à cette pratique.

Par Réda Hadi

Les entreprises étatiques, quant à elles, de par leurs états s'y assujettissent par obligation. Selon les déclarations du Directeur de la CACOBATPH (Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des Secteurs du Bâtiment, des Travaux Publics et de l'Hydraulique), ce sont 5000 entreprises qui ont été épinglées par cette caisse pour non déclaration de salariés. Ainsi donc, près de 5 000 entreprises ont été épinglées et répertoriées par la Cacobatph comme étant des employeurs en noir de quelque 90 000 travailleurs sur les chantiers du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique durant l'année 2023. Les sommes des redressements infligés à ces entreprises ont été de l'ordre de 4 milliards de dinars qui englobe aussi bien le travail en noir que les sous-déclaration des salaires. Il a expliqué qu'un bon nombre de ces mêmes travailleurs, ont été récupérés par la suite, en les déclarants au niveau des structures de la sécurité sociale.

24 milliards de DA de congé payé en 2023

Par ailleurs, les indemnisations de la CACOBATPH aux travailleurs du BTPH, ont atteint plus de 24,48 milliards de DA durant 2023, entre congés payés annuels et indemnités servies au titre du chômage-intempéries, assurées par la Caisse, afin d'améliorer les conditions sociales des travailleurs, exerçant dans le secteur du BTPH. Rappelons que la CACOBATPH est placée sous la tutelle du ministère du travail et ses missions principales consistent essentielle-

ment à assurer les prestations de congés payés et du chômage-intempéries, dont bénéficient les travailleurs déclarés des secteurs du BTPH. Au vu de ces chiffres, le travail au noir gagne du terrain en Algérie. Pourtant les pouvoirs publics ont été sensibles aux doléances des patrons algériens, et des mesures incitatives quant aux chargés leur ont été octroyées, sans pour autant faire diminuer ce phénomène. Que ce soit par maladresse, compromission ou vénalité, la non déclaration de salariés est un délit puni par la loi, qui peut entraîner une peine de prison dans des cas ultimes, graves ou de récidive. La non déclaration est si forte dans notre pays, que même la Cnas s'est alliée donc à la Cacobatph ont convenu d'une nouvelle stratégie celle de créer le «service commun» qui permet aux agents de contrôle de chaque direction d'effectuer des missions pour le compte des deux caisses. Un cadre de la Cacobatph ne semble pas trouver de qualificatif idoine pour résumer la situation. Pis, cette pratique, prohibée mais qui étend ses tentacules, mène fatalement à des accidents mortels, à des handicaps pérennes. Des familles, victimes, se trouvent sans sous, faute de non déclaration d'un papa ou d'une maman décédé. A cette liste, s'ajoute des feronniers, des femmes de ménages, des pêcheurs, des jardiniers... et des maçons. Pourtant, leur assurance est loin d'être coûteuse. Bien au contraire, elle est presque symbolique. Pourtant, la loi est claire et formelle : tout salaire doit être cotisable. A titre d'exemple, durant l'exercice 2021-2022, la Cnas d'Algera effectué 2.933 opérations de contrôle soldées par 2.178 situa-

tions illicites, et auxquelles s'ajoutent 6.173 missions de recouvrement forcées effectuées. A ce sujet, une campagne d'information et de sensibilisation a été lancée, pour sensibiliser les employeurs afin d'augmenter le nombre d'adhésions au système de la sécurité sociale. Cette campagne s'adresse également, aux employeurs les plus récalcitrants qui continuent à travailler dans la clandestinité mettant en danger leurs employés et qui sont insensibles aux mécanismes mis en place pour assurer la pérennité du système de cotisations sociales. Selon les propos du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, près de 10% de travailleurs non-déclarés sont dans le secteur privé. D'après ce responsable, les opérations de contrôle effectuées durant l'année 2023 par l'inspection du travail au niveau de 25.577 entreprises du secteur privé, employant un total de 568.744 personnes, ont révélées que 54.607 travailleurs ne sont pas déclarés à la sécurité sociale, soit un taux de 9,6%. 4281 procès-verbaux ont été dressés contre les employeurs ayant commis ces infractions, a-t-il encore ajouté. Au total, les services de l'inspection du travail ont effectué 214 625 visites durant l'année 2023, au niveau des entreprises, publiques, privées ou étrangères, employant pas moins de 4 595 823 personnes. Si le travail au noir n'est pas la règle, il n'en reste pas moins une source de revenus non négligeables pour des entreprises avides et vernoales. Et c'est encore plus aggravé par la venue de migrants subsahariens, prêts à n'importe quel emploi, sans conditions aucunes et encore moins d'assurance.

TIMIMOUN

Ouverture d'une agence de la Banque d'Algérie

Une agence de la Banque d'Algérie (BA) a été ouverte dans la wilaya de Timimoun dans le cadre du déploiement du réseau bancaire et l'impulsion de la dynamique de développement dans cette jeune wilaya, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Dans son intervention lors de l'inauguration de cette institution, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a mis en avant l'importance que revêt le déploiement de pareilles structures, notamment la Banque d'Algérie, dans le rapprochement des prestations bancaires des clients, entreprises et particuliers. Cette nouvelle structure devra garantir la disponibilité de liquidités au niveau des banques et centres postaux en plus de l'amélioration des prestations bancaires et la consolidation de la dynamique de développement dans la wilaya, a indiqué de son côté le vice-gouverneur de le BA, Mohamed Benbahane. Cette nouvelle installation devrait épargner aux futurs hadjis de la wilaya de Timimoun le déplacement vers d'autres structures de la wilaya d'Adrar pour accomplir les formalités bancaires, a soutenu le même responsable, avant d'ajouter que les touristes étrangers de Timimoun devraient également tirer profit de cette banque, en effectuant leur change en devises sur place et sans se déplacer vers d'autres villes. De nombreux opérateurs économiques et citoyens se sont félicités de l'ouverture de cette structure bancaire traduisant la détermination de l'Etat d'accompagner les nouvelles wilayas.

LUTTE ANTIACRIDIEENNE

Lancement d'une formation de techniciens supérieurs au profit d'étudiants d'Afrique

Une session de formation de techniciens supérieurs spécialisés dans la lutte antiacridienne a été lancée, lundi à Alger, au profit d'une dizaine d'étudiants d'Afrique représentant des pays membres de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO). La cérémonie de lancement s'est tenue à l'Institut technologique spécialisé de formation agricole (ITSFA), en présence du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaad, et le Secrétaire exécutif de la CLCPRO, Mohamed Lemine Hamouny. Cette formation permettra de renforcer la stratégie des pays du Sahel en matière de lutte pré-

ventive contre ce fléau agricole, expliquent les experts présents à la cérémonie de lancement. A cette occasion, M. Bensaad a souligné l'importance de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la coopération Sud-Sud, estimant que la formation de techniciens supérieurs est le meilleur moyen pour renforcer le dispositif de prévention et de lutte antiacridienne sur le terrain. « Une telle formation nous permettra d'avoir une nouvelle génération de techniciens maîtrisant les technologies de pointe en rapport avec ce domaine », a-t-il fait valoir, en mettant en avant l'expérience algérienne en la matière. « L'Algérie est leader dans la formation et la lutte antiacridienne au niveau de la région, de par son expérience, ses

institutions spécialisées et la compétence de ses experts », a-t-il soutenu, tout en affirmant que cette formation sera suivie d'autres sessions afin d'inscrire l'initiative destinée aux pays d'Afrique dans la durée. Interrogé sur la situation acridienne dans les pays de la CLCPRO, il a affirmé que la situation demeure « calme ». « Il n'y a pas de grandes invasions mais la prévention est toujours de mise », a-t-il dit, ajoutant que la commission tient toujours à sensibiliser sur la stratégie d'anticipation afin de prévenir toute résurgence éventuelle de criquet pèlerin dans la région. De son côté, le secrétaire exécutif de la CLCPRO a salué l'engagement de l'Al-

gérie envers le Sahel, en estimant que le pays « réuni toutes les conditions idéales pour assurer la réussite de cette formation d'excellence ». « En plus de son expérience avérée en matière de lutte contre le criquet, l'Algérie qui abrite le siège de la commission (créé en 2002), dispose d'Ecoles et de centres de formation spécialisée », a-t-il dit en citant notamment l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), l'Ecole nationale supérieure d'agronomie en plus de l'Institut national de vulgarisation agricole. Cette formation d'une durée de 30 mois, concerne une dizaine d'étudiants venus du Niger, du Mali, de la Mauritanie et du Tchad, outre les étudiants algériens.

EL TARF

Plus de 5.000 ha à consacrer cette saison à la tomate industrielle

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf s'attend au titre de la saison agricole 2023-2024 à consacrer plus de 5.000 hectares à la tomate industrielle, apprend-on dimanche de cette direction. La plantation de cette superficie a commencé début mars et se poursuivra jusqu'à fin mai, a précisé à l'APS Amel Razkallah, cheffe du service de santé végétale à cette direction, qui a rappelé que la superficie réservée à la tomate industrielle la saison dernière avait atteint 4.895 hectares. La DSA a élaboré un plan de lutte contre les maladies et fléaux des végétaux en vue de développer cette filière, a précisé la même source qui a indiqué qu'une commission de wilaya composée d'agriculteurs et de cadres des instituts agricoles spécialisés en santé végétale a été installée et procédera à des sorties de terrains, notamment vers la plaine, située à l'ouest de la wilaya pour vulgariser aux cultivateurs les techniques de protection de leurs cultures. La DSA œuvre également à élargir la surface réservée à la tomate industrielle, former les agriculteurs aux récentes techniques, de culture et d'irrigation et de traitement phytosanitaire pour développer et organiser la filière et aller vers l'exportation, a indiqué la même responsable. Selon Mme Razkallah, la production prévisionnelle de tomate industrielle ainsi attendue pour la saison 2023-2024 sera de près de 4,5 millions quintaux. La filière de la tomate industrielle à El Tarf bénéficie du soutien des pouvoirs publics et de l'accompagnement des agriculteurs et transformateurs outre la mobilisation de quantités importantes d'eau pour l'irrigation et l'octroi d'autorisations de fonçage de forages, a-t-on noté.

EL-MEGHAÏER

Lancement d'une opération de recensement du foncier industriel

Une opération de recensement du foncier industriel a été lancée dans la wilaya El-Meghaïer dans l'objectif de promouvoir l'investissement local a-t-on appris des responsables de la Direction de l'Industrie.

Les autorités de la wilaya d'El-Meghaïer ont ainsi élaboré une feuille de route pour réaliser l'opération de recensement des assiettes foncières disponibles et inexploitées dans le but de développer et de diversifier l'offre foncière devant répondre aux besoins et exigences des investisseurs désirant de réaliser des projets sur le terrain, a-t-on expliqué. La démarche s'inscrit dans le cadre des mesures prises visant à encourager les investissements locaux, à travers le recensement des assiettes foncières localisées dans les zones urbaines notamment au niveau des communes d'El-Meghaïer et de Djamaâ, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Youcef Hamdi. Les autorités locales de la wilaya d'El-Meghaïer fondent ainsi de larges espoirs sur les nouveaux projets d'investissement en phase d'études, devant créer une valeur ajoutée au développement de cette jeune wilaya, à travers la création de la richesse, des postes d'emplois et en contribuant au développement de l'économie nationale, a-t-on souligné. La commission technique de wilaya a été chargée d'entamer des visites d'inspection sur le terrain pour évaluer la situation des projets localisés au niveau des deux zones d'activités relevant des communes d'El-Meghaïer et de Djamaâ, selon la même source.

(APS) 30272 /811 /166 38 2 FOK 366 Chine/Economie/Commerce La Chine, un géant économique et commercial mondial (medias) PEKIN, 10 mars 2024 (APS) - Avec son immense potentiel technologique, la résilience de son industrie, sa main d'œuvre hyper-qualifiée, et son immense marché des capitaux, la Chine est devenue la locomotive de l'économie mondiale et du commerce électronique. Toutes les 24 heures, plus de 27.000 nouvelles entreprises en moyenne sont immatriculées, plus de 80.000 véhicules sortent des chaînes de montage, des produits d'une valeur de 35 milliards de yuans (près de 5 milliards de dollars) sont vendus en ligne, et quelque 300 millions de colis sont livrés à travers le pays, indique l'agence Chine Nouvelle dans un état des lieux impressionnant de l'économie chinoise. "Grâce à son marché intérieur dynamique, la Chine contribue pour plus de 30% à la croissance économique mondiale", souligne l'agence, précisant qu'elle est "le principal partenaire commercial de plus de 140 pays et régions". Et "chaque point de pourcentage de sa croissance économique se traduit par une augmentation de 0,3 point de pourcentage de la production d'autres économies", explique l'agence chinoise. ""En tant que grand pro-

ducteur mondial, le pays possède toutes les catégories industrielles, et sa valeur ajoutée manufacturière représente 30% du total mondial", indique la même source, qui précise que "le marché (local) continue d'évoluer et de progresser, avec la vigueur et l'élan que lui confèrent 180 millions d'entités commerciales et 170 millions de personnes ayant fait des études supérieures ou possédant des compétences professionnelles". Centre focal des investisseurs, des grandes franchises commerciales et industrielles internationales, la Chine est à la pointe de la technologie des voitures électriques : "Il a fallu 27 ans à la Chine, de 1995 à 2022, pour voir sa production de véhicules à énergies nouvelles (VEN) passer de zéro à 10 millions, alors qu'il ne lui a fallu que 17 mois, de février 2022 à juillet 2023, pour atteindre l'objectif de production de 10 millions d'unités supplémentaires", rappelle t-on de même source. Mieux, en termes de développement informatique, le géant asiatique se positionne à la seconde marche du podium, le nombre d'entreprises d'intelligence artificielle (AI) dépasse actuellement les 4.400, selon des données du ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information.

DAÏRA DE HASSI MAMECHE (MOSTAGANEM)

Plus de 570 millions de dinars pour des opérations de développement

Les communes de la daïra de HassiMameche ont bénéficié de plusieurs opérations de développement pour un montant de 576 millions de dinars, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que le

wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a tenu, récemment, une réunion consacrée au programme de développement, avec pas moins de 95 opérations affectées aux communes de Mazaghran, Stidia et à la commune chef-lieu de daïra, Hassi-Mameche, ajoutant que l'enveloppe

budgetaire mobilisée a cet effet est puisée de plusieurs programmes et sources de financement (sectoriel, central, local et autofinancement). Après la présentation d'un exposé relatif à la situation actuelle de ces opérations, le wali a décidé de solliciter l'implication des entreprises

publiques dans la réalisation des opérations relatives à l'aménagement et à la réalisation des réseaux divers, notamment l'éclairage public et l'approvisionnement en eau potable (AEP), a fait savoir la même source.

SUD

Ouverture des marchés de proximité à l'occasion du mois de Ramadhan

Des marchés de proximité d'approvisionnement en divers produits alimentaires ont été ouverts à, travers les wilayas du sud du pays à l'occasion du mois de ramadhan à la satisfaction des populations locales, a-t-on appris dimanche des services locaux des wilayas. L'on relève, à ce titre, l'ouverture début du mois de mars courant au niveau de la maison d'artisanat et des métiers d'Ouargla, d'un espace commercial de proximité de vente de denrées alimentaires, légumes et fruits pour rapprocher les points d'approvisionnement en denrées alimentaires des citoyens. Monté avec le concours de la direction du commerce et de la promotion des exportations, de l'union géné-

rale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), de la chambre du commerce et de l'industrie CCI-El-Wahat et des associations, cette manifestation propose, à des prix raisonnables, une gamme de produits de large consommation, des légumes et fruits et des viandes rouges et blanches. Outre l'ouverture également de deux espaces commerciaux similaires au niveau des cités "En-Nasr" et au vieux marché "Souk Essebt" d'Ouargla, les services de la wilaya ont procédé incessamment à l'ouverture de deux autres marchés de proximité au niveau des communes de N'goussa et Aïn-El-Beida, banlieues d'Ouargla. A Ghardaïa, sept marchés de proximité ont été ouverts dans la wilaya à l'initiative de

différents services en collaboration avec l'antenne locale de l'union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA). Ces espaces commerciaux seront approvisionnés quotidiennement des produits de large consommation au long du mois de Ramadhan, a indiqué le wali Abdellah Abinouar à l'ouverture du marché de proximité du chef-lieu de wilaya, situé au quartier Bouhraoua . D'autres marchés de proximité également sont ouverts au niveau des agglomérations urbaines à l'exemple de Metlili, Guerrara, Berriane, Zelfana, Mansoura et Daya Ben Dahoua. Il s'agit aussi de lancement de caravanes commerciales en direction des zones enclavées pour permettre aux habitants de s'approvisionner

en produits alimentaires de large consommation et à des prix raisonnables, a fait savoir le même responsable. Dans la wilaya d'El Oued, une quinzaine de marchés de proximité ont été ouverts au niveau des régions de dix daïras de la wilaya, notamment celles éloignées des marchés quotidiens et hebdomadaires. Ces opérations interviennent en application des directives des pouvoirs publics portant ouverture des espaces commerciaux de vente des produits alimentaires de large consommation, des fruits et légumes, à la satisfaction des citoyens qui se sont, pour leur part, félicités de pareilles actions mettant à leur disposition des produits quantitatifs et qualitatifs à des prix abordables.

ACTION CLIMATIQUE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Enjeux et défis pour l’Algérie

Pr KADI SID EL MAHI Lamine (*)

La problématique globale Energie - Climat

Le changement climatique constitue aujourd’hui une menace prégnante sur les économies mondiales et un enjeu de sécurité nationale pour de nombreux pays. Cette menace requière une action globale et urgente à laquelle s’attelle la communauté internationale, notamment dans le cadre de l’Accord de Paris, au gré des intérêts de chacune des puissances ou coalitions de puissances et au gré des soubresauts de l’économie mondiale.

Le réchauffement global est principalement lié à la consommation des énergies fossiles. Cette problématique croisée Climat – Energie a conduit les pays industrialisés et les grands pays émergents à lancer, depuis la fin du siècle dernier, l’immense chantier de la transition énergétique, comme principal levier de l’action climatique, destiné à décarboner leurs économies et les rendre plus résilientes.

Si l’objectif demeure commun, les intérêts et les approches sont souvent divergents mettant la diplomatie climatique et les « soft-powers » au-devant de la scène. Une transition énergétique « juste » est revendiquée, au niveau international, par les pays dont le développement socio-économique dépend encore largement des hydrocarbures.

Energies renouvelables et efficacité énergétique : deux piliers de la transition énergétique

La transition énergétique dans le monde est largement portée par le développement des énergies renouvelables, notamment le solaire photovoltaïque, et de l’efficacité énergétique. Selon l’Agence internationale de l’énergie (World Energy Outlook, 2023), l’année 2022 a enregistré un record de nouvelles capacités installées de solaire photovoltaïque, soit 220 GW, portant la capacité installée totale à 640 GW. Cette dernière sera quasiment doublée à l’horizon 2030 pour atteindre 1 260 GW. Ces capacités permettront un développement rapide de la filière de l’hydrogène vert, un « game changer » dans la transition énergétique globale. L’efficacité énergétique est le deuxième pilier de la transition énergétique. Chaque kilowat-theure d’énergie non consommé économise des ressources fossiles, évite la construction de centrales et de réseaux et réduit les émissions de gaz à effet de serre. Le potentiel d’efficacité énergétique est particulièrement important dans les secteurs du bâtiment et de l’industrie.

Le gaz naturel, 3^e pilier de la transition énergétique

Considéré comme l’énergie de transition par excellence, car « la plus propre et la plus flexible des énergies fossiles », le gaz naturel devrait représenter à



moyen terme l’énergie fossile la plus importante dans le mix énergétique global. Les prévisions de l’Agence internationale de l’énergie (World Energy Outlook, 2023), indiquent que le gaz naturel devrait encore représenter 24% de la demande mondiale d’énergie primaire.

Enjeux et défis pour l’Algérie

Transition énergétique, changement climatique et développement durable présentent des enjeux fortement imbriqués, au cœur de l’agenda international dans lequel l’Algérie est totalement engagée.

Maîtriser et satisfaire la demande croissante en énergie et en électricité du marché domestique, garantir sa sécurité énergétique, mieux valoriser à l’exportation les sources d’énergie conventionnelle et demeurer un acteur énergétique important sur la scène régionale et mondiale, diversifier son économie et augmenter sa résilience, préserver et valoriser le « capital » naturel et la biodiversité, s’inscrire efficacement dans la dynamique mondiale du développement et en tirer avantage, sont autant d’objectifs stratégiques liés directement à la transition énergétique et à l’action climatique dans notre pays.

Les engagements climatiques internationaux de l’Algérie constituent également des enjeux très importants. L’actualisation et la mise en oeuvre de la contribution déterminée nationale (CDN), l’élaboration d’une stratégie de développement bas carbone et d’objectifs de neutralité carbone (Net Zero), l’élaboration d’un plan national d’adaptation, la conformité au cadre de transparence renforcé de l’Accord de Paris, l’accès à la finance climatique et au marché carbone demeurent au cœur de ces engagements mais accusent cependant beaucoup de retard et nécessi-

tent une approche plus cohérente et plus rigoureuse ne risquant pas de mettre en porte-à-faux l’Algérie par rapport à ces engagements et surtout par rapport à ses propres objectifs de développement. Toute approche dans ce cadre doit reposer sur une évaluation préalable et précise de sa vulnérabilité climatique - avérée - et de sa vulnérabilité économique due à une dépendance excessive aux hydrocarbures.

Nécessite et urgence d’une approche stratégique intégrée

Relever ces défis et faire face à ces enjeux nécessitent l’élaboration et la mise en oeuvre d’une stratégie nationale « Climat & Transition énergétique » plus cohérente et efficiente. Une telle stratégie permettrait à l’Algérie d’anticiper les risques multiples dus au réchauffement global et la transition énergétique globale et de s’insérer plus efficacement et plus rapidement dans l’économie Monde.

Ce processus présente toutefois un caractère d’urgence, eu égard à la vitesse de la transition de l’économie mondiale, à l’accélération du changement climatique ainsi qu’aux délais requis pour sa mise en oeuvre et à l’inertie du système énergétique lui-même.

Cette approche stratégique devrait inclure et développer prioritairement les éléments suivants : la planification, la gouvernance et le financement de la transition énergétique et de l’action climatique; la modernisation du réseau de transport et de distribution de l’électricité, permettant l’injection massive des énergies renouvelables intermittentes et la connexion aux réseaux internationaux; la maîtrise de la demande domestique d’électricité, dont la croissance sera aggravée par le développement socio-économique et l’électrification des usages; les tarifs de l’énergie et la pro-

blématique des subventions ; le développement plus rapide et plus massif de l’efficacité énergétique et des énergies renouvelables, y compris pour l’autoconsommation; le développement des nouvelles filières de la transition énergétique, à l’instar de l’hydrogène vert et bleu et de leurs dérivés et des minéraux critiques et des terres rares; le traitement de ces problématiques dans le cadre d’un écosystème de recherche, de formation et d’innovation performant, seul à même de permettre de relever tous ces défis multiples et complexes.

Sur la bonne voie...

L’Algérie demeure sur la bonne voie en termes de volonté politique pour sa transition énergétique et sa politique climatique. Il reste à en redéfinir plus précisément les objectifs et les stratégies de mise en oeuvre, en accélérer le rythme de mise en oeuvre, loin de tout « dogmatisme » énergétique et économique, seuls devant prévaloir les intérêts supérieurs de l’Algérie et de ses générations futures.

Accélérer les processus de transition énergétique et d’adaptation au changement climatique aura pour effet simultané de renforcer rapidement la sécurité énergétique, économique et alimentaire de l’Algérie, en somme sa sécurité nationale.

De surcroît, un système énergétique durable, une économie résiliente et fondée sur la connaissance et une gouvernance climat-transition énergétique moderne et innovante constituent certainement les clés pour l’émergence de l’Algérie.

(*) Vice-Président du CNESE et Président de la Commission «Environnement, Transition énergétique et Développement durable»

Source : Cnese

EGYPTE

Etude de faisabilité pour agrandir le canal de Suez

Les derniers travaux d'extension du canal de Suez datent de 2015 et visaient à doubler le trafic pour le faire passer à une centaine de navires par jour. L'Egypte mène une étude de faisabilité en vue d'élargir le canal de Suez pour accélérer le temps de transit des navires et éviter les potentiels blocages de ce couloir de navigation. « Deux entreprises, ACE Moharram-Bakhour et Dar Al-Handasah réalisent actuellement une étude de faisabilité pour le projet et envisagent des partenaires éventuels. Les études initiales ont été achevées et soumises au président égyptien Abdel-Fattah El-Sisi, qui recevra la proposition finale lorsqu'elle sera prête à être approuvée » informe la SCA (Suez Canal Authority). Le plan proposé s'appuie sur les directives données en 2021 par l'autorité du canal après l'échouement du navire géant EverGiven. Il consiste à « transformer des segments à voie unique - 50 kilomètres dans le segment nord et 30 kilomètres dans sa partie sud - en passages à double voie » a indiqué Osama Rabie, son président. Cette annonce intervient alors que l'Egypte mène un lobbying pour une reprise du trafic dans ce canal, de moins en moins fréquenté depuis novembre 2023 en raison de l'escalade des attaques des milices houthis du Yémen. Ces attaques obligent en effet les navires à emprunter le Cap de Bonne-Espérance. Selon des données publiées fin février par Bloomberg Intelligence, les recettes du canal ont diminué de près de 700 millions USD depuis le début des tensions.

FONDS D'INVESTISSEMENT DES ÉMIRATS ARABES UNIS

Des investissements de 4 à 5 milliards de dollars via le nouveau centre financier indien

Le fonds d'investissement des Émirats arabes unis prévoit des investissements de 4 à 5 milliards de dollars via le nouveau centre financier indien.

Abu Dhabi Investment Authority (ADIA), le plus grand fonds souverain des Émirats arabes unis (EAU), est en train de mettre en place un fonds de 4 à 5 milliards de dollars pour investir en Inde par l'intermédiaire d'un centre financier à fiscalité neutre dans l'État du Gujarat, d'où est originaire le Premier ministre Narendra Modi, selon deux sources ayant une connaissance directe de l'affaire. L'autorité de régulation des services financiers de Gujarat International Finance Tec-City, ou GIFT City, a donné son accord de principe à ADIA pour la création du fonds, ont déclaré les sources, qui ont refusé d'être identifiées car elles ne sont pas autorisées à parler aux médias. L'intention d'ADIA d'établir une présence dans le centre a été annoncée pour la première fois en juillet dernier dans une déclaration commune de l'Inde et des Émirats arabes unis. Le montant de l'investissement prévu et l'approbation de l'autorité de régulation n'ont pas été communiqués auparavant. Un porte-parole de l'ADIA s'est refusé à tout commentaire. Un courriel adressé à l'Autorité internationale des services financiers (IFSCA), qui régleme les services financiers dans la plate-forme, est resté sans réponse.

Avec cette approbation, ADIA deviendra le premier fonds souverain à commencer à investir en Inde par l'intermédiaire de GIFT City. Ce feu vert intervient quelques jours avant que M. Modi ne se rende à Abou Dhabi pour inaugurer un grand temple. Depuis qu'il est devenu premier ministre il y a dix ans, M. Modi s'est rendu six fois aux Émirats arabes unis, renforçant ainsi les liens avec le troisième partenaire commercial de l'Inde. Les échanges commerciaux entre l'Inde et les Émirats arabes unis ont totalisé 85 milliards de dollars pour l'exercice financier se terminant en mars 2023, selon les données du gouvernement indien. Le pays arabe accueille l'une des plus grandes diasporas indiennes au monde, soit 3,5 millions de personnes, qui représentent près de 35 % de la population totale des Émirats arabes unis. "D'ici le milieu de l'année, l'ADIA pourrait commencer à investir par l'intermédiaire de ce fonds. Les fonds alloués seraient investis en Inde sur une certaine période", a déclaré la première des deux sources, sans donner plus de détails. Les fonds qui s'installent à GIFT City peuvent investir dans des actions et des titres de créance indiens et étrangers, entre autres actifs.

Ces derniers mois, le gouvernement de M. Modi a tenté de stimuler l'activité de GIFT City, notamment en autorisant les entreprises non cotées en Inde à inscrire leurs actions directement sur les bourses de ce pays. Le ministre des finances, Nirmala Sitharam, a déclaré ce mois-ci, lors de l'annonce du budget fédéral, que le gouvernement entendait faire de GIFT City une "porte d'entrée pour les capitaux mondiaux et les services financiers pour l'économie". La zone offre une exonération fiscale de 10 ans aux entreprises qui s'y installent, aucune taxe sur le transfert de fonds depuis des juridictions étrangères et une proximité avec les marchés indiens. ADIA et ses filiales à 100 % ont été spécifiquement exonérées de l'impôt sur les plus-values à long terme provenant des investissements indiens grâce à une disposition spéciale introduite en 2020 et applicable jusqu'en mars 2025. Les activités de gestion de fonds par l'intermédiaire de la plate-forme ont repris après un démarrage lent. En décembre 2023, elle comptait 95 fonds locaux et mondiaux avec des engagements de 30 milliards de dollars et des investissements de plus de 2,93 milliards de dollars.

INVESTISSEMENTS EN TUNISIE

Augmenté de 68,9% en janvier 2024, à 228 millions USD

La répartition sectorielle des investissements recensés le mois dernier montre que le secteur des énergies renouvelables concentre plus de 38% des projets, devant l'industrie (22%), et l'agriculture (17%). Le montant total des investissements déclarés dans les divers

secteurs d'activité économique en Tunisie a atteint 705,8 millions de dinars (environ 228 millions USD) durant le mois de janvier 2024, enregistrant ainsi une hausse de 68,9% par rapport à la même période en 2023 selon des données publiées par l'Instance Tunisienne de l'Investissement

(TIA). Ces investissements portés par des locaux et/ou des étrangers ont permis la création de 8 792 opportunités d'emploi, un nombre en hausse de 9,5% en glissement annuel, précise la même source. Durant le premier mois de l'année en cours, le montant des in-

vestissements greenfield (la création d'une nouvelle unité de production ou de nouveaux moyens de production) a largement dépassé celui des projets d'extension pour s'établir à 633 millions de dinars (environ 204,5 millions USD), soit 94% du total des investissements déclarés

LIBYE

Énorme incendie dans des entrepôts au sud de la capitale

Un énorme incendie s'est déclaré dimanche dans des entrepôts de la compagnie nationale d'électricité, situés dans la banlieue sud de la capitale libyenne, sans faire de victime. Des entrepôts de matériel de la Compagnie générale d'électricité (GECOL) ont pris feu

dimanche soir dans la zone industrielle d'al-Krimiya, à une vingtaine de kilomètres au sud de Tripoli. D'épaisses colonnes de fumée noire étaient visibles même après la tombée de la nuit depuis Tripoli, selon un journaliste de l'AFP sur place. Des vidéos diffusées par les réseaux sociaux et des

médias locaux ont montré des dizaines de pompiers tenant de maîtriser les flammes avant qu'une forte explosion ne les fasse reculer. Si aucune victime n'est à déplorer, le chef du gouvernement d'unité nationale, Abdelhamid Dbeibah, a demandé une enquête pour déterminer l'origine de l'incendie.

Le ministre de l'Intérieur, Imad Trabelsi, a ordonné d'évacuer les habitations situées à proximité des dépôts de la GECOL à al-Krimiya, sur un rayon d'un kilomètre", selon un communiqué sur Facebook. Les causes de l'incendie sont toujours inconnues, ainsi que l'étendue des dégâts.

MAURITANIE

Les services du FMI achèvent leur mission

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) dirigée par M. Félix Fischer a tenu des réunions avec les autorités mauritaniennes à Nouakchott, portant sur les deuxième revues du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que sur la première revue du programme au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). À l'issue de la mission, M. Fi-

scher a fait la déclaration suivante : « Les services du FMI et les autorités mauritaniennes ont conclu un accord préalable à l'issue de la mission relative aux deuxième revues du programme économique appuyé par la FEC et le MEDC et la première revue du programme appuyé par la FRD. Sous réserve de l'approbation de la Direction générale et du Conseil d'administration du FMI, la Mauritanie bénéficiera de 6,44 millions de DTS (environ 8,58

millions de dollars) dans le cadre de la FEC et du MEDC et d'un premier décaissement de 14,86 millions de DTS (environ 19,79 millions de dollars) dans le cadre de la FRD. « En 2024, la croissance économique atteindrait 4,3% contre 3,4 % en 2023, tirée par la performance du secteur non extractif. L'inflation a fortement ralenti en se situant à 2,6 % en Février 2024 contre 9 % en Février 2023, en raison de la baisse des prix des pro-

duits des matières premières et du resserrement de la politique monétaire. En fin 2023, le solde budgétaire primaire non extractif, dons compris, a atteint -5,3 % du PIB (contre -7,6 % en 2022). Sur la base des données préliminaires, le déficit du compte courant devrait se réduire à 9,8 % du PIB en 2023 (contre 16,7% à fin 2022). Les réserves internationales se sont stabilisées et sont à un niveau adéquat de 2,0 milliards de dollars en 2023.

AFRIQUE

Les start-ups dirigées par des femmes n'ont reçu que 1,5% des fonds levés entre 2019 et 2023

Un rapport publié à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes pointe un manque de parité criant dans l'accès des start-ups aux financements et montre que le monde de la tech, synonyme de modernité, suit la même tendance inégalitaire perceptible dans les entreprises traditionnelles.

Les start-ups africaines dirigées par des femmes ont réalisé des levées de fonds d'un montant cumulé de 209,3 millions de dollars entre 2019 et 2023, selon un rapport publié le 8 mars par le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights. Intitulé « BreakingBarriers : Female-Pioneers in African Tech 2024 », le rapport précise que ce montant ne représente que 1,54% du montant total des levées de fonds réalisées par les jeunes pousses opérant sur le continent durant la période sous revue. Cela montre clairement que l'écosystème tech africain reste très misogyne, malgré de belles réussites féminines. L'accès limité des start-ups dirigées par des femmes aux financements s'explique en premier lieu par la sous-représentation des femmes dans le monde de la tech. Minoritaires dans les filières STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) et aux manettes des start-ups, les femmes sont mécaniquement moins présentes au

moment de lever des fonds. Autre explication possible : la faible présence des femmes au niveau des directions des fonds de capital-risque qui ont les clefs du coffre.

Les préjugés sexistes ont la peau dure

Des préjugés sexistes conscients ou inconscients perceptibles en Afrique comme ailleurs conduisent également à un faible intérêt de l'industrie du capital-risque pour l'entrepreneuriat féminin sur le continent. « Le travail le plus important que les investisseurs et les toutes les parties impliquées dans l'écosystème peuvent faire, c'est de cesser de considérer les femmes comme étant un groupe ayant besoin d'aide ou souffrant d'une manière ou d'une autre d'un manque de compétence. Peu importe que vous soyez noir, brun, homme, femme, violet, vert ou quoi que ce soit d'autre, si nous nous concentrons sur les mesures de performance et que nous éliminons toutes les

autres interférences, l'écosystème serait beaucoup plus égalitaire et plus équitable dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'investissement et de l'embauche », a souligné la fondatrice et directrice générale du fonds de capital-risque nigérian Ingressive Capital, Maya HorganFamodu, citée dans le rapport. « L'environnement et l'écosystème professionnels ne sont parfois pas adaptés aux femmes. Certains événements de réseautage se déroulent le soir lorsque les familles sont réunies, ou dans des lieux où les services de garde des enfants ne sont pas proposés. La parité peut être atteinte si l'écosystème (non seulement le fonds de capital-risque, mais aussi les clients, les fournisseurs, les banques...etc.) veille à ce que les préjugés sexistes ne soient pas ancrés dans leurs divers processus », a ajouté de son côté la co-fondatrice du réseau congolais de business angels DRC Impact Angels, Hannah SubayiKamuanga.

KENYA
Les recettes d'exportation d'avocats ont augmenté de 12 % à 133 millions \$ en 2023

Le Kenya est le premier exportateur africain d'avocats. Le pays qui s'est lancé depuis quelques années dans la diversification de ses débouchés, enchaîne les accords pour stimuler ses ventes sur le marché international. Au Kenya, les expéditions d'avocats ont rapporté 19 milliards de shillings (133 millions \$) en 2023, soit 12 % de plus que les recettes engrangées un an plus tôt. C'est ce qu'a révélé Christine Chesaro, en charge du directoire de l'horticulture (HDC), le 5 mars dernier. D'après la responsable, cette performance est soutenue par une croissance de 17,4 % d'une année sur l'autre de la production d'avocat à plus de 518 000 tonnes, ce qui a permis d'accroître le volume de surplus exportable. À cela s'est ajouté l'accès de la filière kényane à un nouveau marché en Asie, l'Inde. Après leurs accords avec la Chine en 2022, les autorités kényanes ont en effet obtenu, en août 2023, le feu vert de l'Inde pour entamer leurs expéditions. « Actuellement, nous sommes en pourparlers avec cinq nouveaux pays pour diversifier nos débouchés, dont les États-Unis et la Corée du Sud », ajoute Mme Chesaro. Selon les informations relayées par le quotidien local Business Day Africa, l'engagement des acteurs du secteur à se conformer aux normes sanitaires et phytosanitaires internationales aurait également contribué à réduire les niveaux d'interception sur le marché mondial.

ZIMBABWE

La monétisation du gaz de Cabora Bassa envisagée d'ici deux ans

Il y a quelques semaines, la société InvictusEnergy a découvert du gaz et des condensats de gaz sur le périmètre de Cabora Bassa qu'elle explore depuis plusieurs mois au Zimbabwe. Robin Sutherland, l'un des responsables InvictusEnergy, l'opérateur du projet gazier de Cabora Bassa

au Zimbabwe, s'est exprimé jeudi 7 mars, sur les prochaines étapes concernant le potentiel énergétique du site à travers le puits d'exploration Mukuyu. Selon le responsable, les premières phases du processus de mise sur le marché du gaz de Cabora Bassa pourraient être achevées dans un

délai d'un à deux ans. La compagnie table en effet sur la signature d'un contrat de partage de la production (PSA) avec l'État qui devrait intervenir dans « les semaines à venir », précise Sutherland, en indiquant une volonté des autorités du Zimbabwe d'accélérer ce processus bloqué depuis 4

ans. La signature de ce deal revêt un caractère important pour chacune des parties prenantes, notamment en termes de perspectives énergétiques, économiques au Zimbabwe et dans la région. Selon les estimations de Wood Mackenzie, le gisement Mukuyu est la deuxième plus grande décou-

verte d'hydrocarbures réalisée en Afrique subsaharienne en 2023, derrière la découverte pétrolière Jonker de Shell dans le bassin d'Orange, au large de la Namibie. Localisée dans la région de Muzarabani, elle hébergerait quelque 20 Tcf de gaz et 845 millions de barils de condensat.

GABON

Le pays dispose de 704 MW de capacité énergétique électrique installée

Selon le rapport « The Energy Progress Report » de la Banque mondiale, le Gabon était en 2022 le pays le plus électrifié de la CEMAC (Congo, Gabon, Tchad, RCA, Cameroun, Guinée équatoriale), avec un taux d'accès à l'électricité de 91,6%. Le Gabon dispose de 704 MW de capacités de d'énergie électrique installées à fin 2023, selon les chiffres du Plan national de développement pour la Transition (PNDT). Le document consulté par Le Nouveau Gabon révèle que 380 MW de ce mix sont d'origine thermique (gasoil et gaz), soit 54%, tandis que 324 MW sont d'origine hydraulique, soit 46%.

Parmi les infrastructures fournissant cette capacité, il y a la centrale thermique à gaz d'Alénakiri (province de l'Estuaire) à 70 MW de puissance. Cette infrastructure de 3ème génération fonctionne aussi au fioul et au gazole. Il y a aussi la centrale thermique du Cap Lopez à Port-Gentil d'une puissance de 105 MW. Port-Gentil est alimentée en électricité par le gaz des champs pétroliers. Des barrages hydroélectriques comme ceux de Poubara (160 MW), Bongolo et Tchimbélé constituent quant à eux la provenance de l'énergie hydraulique. Le Gabon ambitionne de porter sa puissance électrique installée à 1 280

MW mégawatts d'ici 2025, afin de pouvoir satisfaire la demande projetée à environ 1 039 MW. Il privilégie dans ce plan les segments solaire et hydraulique dont le potentiel global est estimé à environ 6 000 MW. La construction de plusieurs centrales est ainsi prévue, dont les barrages des Chutes de l'impératrice (80 MW), le barrage de Ngoulmendjim (73 MW), le barrage de Kinguele Aval (35 MW), le barrage de Dibwamgui (30 MW). Le gouvernement compte aussi poursuivre ses actions dans le cadre des activités menées par le Pool énergétique de l'Afrique Centrale (PEAC). Plusieurs défis attendent néanmoins la

réalisation de ces projets, dont l'implémentation de mécanismes pour baisser le coût d'approvisionnement électrique dans les zones rurales caractérisées par une très faible densité démographique, la mobilisation des fonds pour financer le développement du secteur, et la réduction de la forte dépendance de la production aux produits pétroliers alimentant les centrales, et dont la part avoisine les 50% de la capacité totale du pays. Le PNDT fait également mention de la très grande densité des forêts couvrant près des 4/5 du territoire national, ce qui complique et rend coûteux les programmes d'électrification.

POINT-MARCHÉS

Baisse en vue en Europe avant une série d'indicateurs

Les principales Bourses européennes sont attendues en baisse lundi, les investisseurs étant susceptibles de continuer à s'éloigner des actifs risqués dans un contexte d'incertitude après les données mitigées sur l'emploi américain et en l'absence de catalyseur pour la séance du jour alors qu'une série d'indicateurs seront publiés à partir de mardi.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait perdre 0,32% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait reculer de 0,56%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait abandonner 0,40%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en repli de 0,72%.
Aucun indicateur majeur ne figure à l'agenda du jour et le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis, publié vendredi, devrait continuer de dicter la tendance. Il a montré une remontée du taux de chômage à 3,9% en février et un ralentissement de la croissance des salaires à 0,1% sur un mois, mais une accélération des créations de postes à 275.000, ce qui a provoqué une séance volatile en Europe et à New York.
Pour la semaine qui s'ouvre, les investisseurs surveilleront principalement, à partir de mardi, les données sur l'évolution des prix dans plusieurs pays de la zone euro, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, alors que les banquiers centraux ont récemment ouvert la voie à un assouplissement de leur politique monétaire.
Selon des sources, certains responsables de la Banque centrale européenne (BCE) plaignent même, de manière informelle, pour une baisse du loyer de l'argent en juin et en juillet.
Aux Etats-Unis, Goldman Sachs indique dans une note que la faiblesse du rapport sur l'emploi accroît la probabilité d'une baisse des taux en mai, même si juin reste le calendrier le plus probable.

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi après avoir atteint des sommets, à la suite notamment de la publication d'un rapport mitigé sur l'emploi américain. L'indice Dow Jones a cédé 0,18%, ou -68,66 points, à 38.722,69 points. Le Standard &

Poor's 500, plus large, a perdu -33,67 points, soit 0,65% à 5.123,69 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de -188,26 points (1,16%) à 16.085,113. Le S&P 500 et le Nasdaq ont brièvement atteint des records avant de baisser en fin de matinée à New York.
Après avoir grimpé de 5% et atteint un nouveau record, le champion de l'intelligence artificielle Nvidia a chuté, entraînant le secteur dans son sillage.
Gap a pris 4,5% après des résultats trimestriels meilleurs que prévu.

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a reflué de 2,19% à 38.820,49 points, après une série de records la semaine dernière. Le Topix, plus large, a cédé 2,2% à 2.666,83 points. Les indices japonais ont reculé dans le sillage des valeurs technologiques américaines et en raison de la vigueur du yen, les groupes de semi-conducteurs comme Tokyo Electron et Advantest perdant respectivement 3,15% et 4,78%.
Au chapitre indicateur, l'économie du Japon a évité une récession technique avec un produit intérieur brut (PIB) en progression de 0,4% sur un an au quatrième trimestre, contre une contraction de 0,4% en première estimation.
L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) perd 0,16%, après avoir touché vendredi un pic de huit mois.
En Chine, le SSE Composite de Shanghai a avancé de 0,74% et le CSI 300 a progressé de 1,25%, le rebond de 0,7% en rythme annuel des prix à la consommation en février étant bien accueilli alors que la deuxième économie mondiale est confrontée à une faiblesse de la demande, une crise du secteur immobilier et une dette vertigineuse des municipali-

tés.

LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE: Changes

Le yen (+0,09%) se traite à 146,94 pour un dollar, Reuters ayant rapporté qu'un nombre croissant de responsables de la Banque du Japon(BoJ) sont favorables à l'idée de mettre fin aux taux d'intérêt négatifs ce mois-ci en raison de prévisions de fortes augmentations de salaires dans le cadre des négociations salariales annuelles.
Le dollar monte légèrement, de 0,03%, face à un panier de devises de référence mais reste proche de son creux du 15 janvier, atteint vendredi à 102,33 points.
L'euro se stabilise à 1,094 dollar (+0,03%) après avoir rebondi de 0,9% la semaine dernière à 1,0980 dollars.
La livre sterling s'échange à 1,2844 dollar (-0,1%).
Le bitcoin, qui a inscrit vendredi un record à 70.709,75 dollars, s'affiche lundi à 70.542 dollars (+3,1%).

Taux

Le rendement des emprunts portugais à dix ans réagit peu aux résultats des élections lé-

gislatives anticipées qui ont vu le centre droit l'emporter de peu devant les socialistes, tandis que la formation d'extrême-droite Chega a réalisé une percée.
La prime de risque avec le taux allemand à dix ans reste autour de 66 points de base, au plus bas depuis deux ans.
Le rendement du Bund allemand à dix ans est stable, à 2,269%.
Celui des bons du Trésor américain de même échéance se replie d'environ deux points de base, à 4,073%, contre un plus bas d'un mois à 4,038% touché vendredi.

Pétrole

Le marché pétrolier prolonge ses pertes de la semaine dernière en raison des inquiétudes sur le ralentissement de la demande en Chine, même si les risques géopolitiques liés au Moyen-Orient et à la Russie limitent la baisse.
Le Brent reflue de 0,23% à 81,89 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) cède 0,32% à 77,76 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Mars 2024					
Valeur : 11 Mars 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3299	134.3449
1	EUR	EURO		146.2987	146.3688
1	GBP	POUND STERLING		171.0555	171.1182
100	JPY	JAPANESE YEN		90.7083	90.7368
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6603	18.6626
1	CHF	SWISS FRANC		152.3533	152.4395
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.4005	99.4411
1	DKK	DANISH KRONE		19.6283	19.6333
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0422	13.0475
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8094	12.8146
1	AED	UAE DIRHAM		36.5703	36.5843
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8137	35.8196
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9873	437.1783
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0091	43.4413
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4004	13.4019
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8173	27.9600
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5369	3.5373
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6386	178.6386

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei chute de 3% en séance alors que le yen s'apprécie

Le Nikkei, indice vedette de la Bourse de Tokyo, creusait ses pertes lundi après-midi, lâchant jusqu'à 3% vers 04H50 GMT, sur fond notamment de l'appréciation du yen liée à des spéculations toujours plus intenses sur un prochain début de normalisation monétaire au Japon.
Après avoir atteint ce seuil symbolique, l'indice tokyôite vedette remontait légèrement, lâchant 2,88% à 38.546,71

points vers 05H10 GMT, tandis que l'indice élargi Topix perdait lui 3,07% à 2643,21 points.
Le PIB nippon au quatrième trimestre 2023 a été révisé lundi en hausse, à +0,1% sur un trimestre en données réelles ajustées des variations saisonnières, contre -0,1% lors de la première estimation mi-février. Le Japon a ainsi évité de justesse une légère récession technique au se-

cond semestre 2023, alimentant les paris sur un début de normalisation dès ce mois-ci ou en avril de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ), actuellement toujours ultra-accommodante.
Au-delà du renforcement du yen, le secteur japonais des semi-conducteurs est aussi en souffrance à cause de la débâcle vendredi à Wall Street du titre du géant technologique américain Nvidia.

Wall Street dans le rouge : Nvidia chute

Les indices américains ont basculé dans le rouge en seconde partie de séance, entraînés par Nvidia. Victime de prises de bénéfices, la star de la cote américaine a perdu plus de 5%. Le titre gagne encore plus de 76% depuis le 1er janvier. La séance a aussi été animée par le rapport sur l'emploi pour février. Si les créations de postes ont été plus nombreuses qu'anticipé, le taux de chômage a enregistré une hausse inattendue à 3,9% alors qu'une stabilisation à 3,7% était prévue. Coté valeurs, le Dow Jones a cédé 0,18% à 38722,68 points et le Nasdaq Composite a perdu 1,16% à 16085,11 points. L'action Broadcom (-6,99% à 1308,72 dollars) a été refoulée à l'avant-dernière place du S&P 500. L'activité de semi-conducteurs du groupe

technologique a déçu au premier trimestre, clos début février. Elle a enregistré un chiffre d'affaires de 7,39 milliards de dollars, manquant les 7,7 milliards de dollars du consensus. Broadcom a pourtant connu une accélération de la croissance de la demande pour ses puces pour des applications d'intelligence artificielle. Elles ont généré 2,3 milliards de dollars sur cette période, en progression de 50% par rapport au trimestre précédent, souligne JPMorgan.

Les chiffres macroéconomiques

Aux Etats-Unis, hors secteur agricole, 275000 nouveaux emplois ont été créés en février contre 229000 en janvier. Le consensus Reuters tablait sur 198000 créations d'emplois. De

son côté, le taux de chômage s'est établi à 3,9% outre-Atlantique, contre un consensus de 3,7% et 3,7% en janvier. Le salaire horaire moyen a progressé de 4,3% en rythme annuel, sous le consensus de 4,4%.

Les valeurs à suivre

Costco

Costco, dont le titre s'affiche en repli de 4% en avant-Bourse, a fait état d'un chiffre d'affaires au quatrième trimestre en-dessous des attentes. Les revenus de la chaîne de distribution américaine sous format d'entrepôt se sont élevés à 58,4 milliards de dollars, en hausse de 5,7% sur un an, alors que les analystes tablaient en moyenne sur un niveau de plus de 59 milliards de dollars. Le bénéfice ajusté par

action s'est situé à 3,92 dollars comparé à 3,6 dollars de consensus.

Eli Lilly

Eli Lilly est attendu en baisse en pré-marché à Wall Street après avoir annoncé aujourd'hui que la Food and Drug Administration (FDA) prévoit de convoquer une réunion de son Comité consultatif sur les médicaments du système nerveux périphérique et central (PCNS) pour discuter de l'essai qui a évalué l'efficacité du donanemab contre la maladie d'Alzheimer symptomatique précoce. La date de la réunion du comité consultatif pour le donanemab n'a pas encore été fixée de sorte que l'action attendue de la FDA sur le donanemab sera reportée au-delà du premier trimestre 2024 .

SUÈDE

Après la récession, un léger mieux en perspective

La conjonction de l’envolée de l’inflation et du resserrement monétaire pour la combattre a entraîné l’économie suédoise en récession. La baisse de la consommation des ménages et de l’investissement résidentiel en a constitué les moteurs principaux.

Certes, la situation ne devrait pas se détériorer davantage en 2024, ce qui ne signifie toutefois pas qu’une reprise dynamique est à attendre. Cependant, bien que rencontrant des difficultés notables, la Suède conserve de nombreux atouts de nature à venir soutenir l’activité à moyen terme. L’économie suédoise est, conformément à nos attentes, entrée en récession au troisième trimestre 2023. Le PIB réel s’est, en effet, contracté (-0,3% t/t) pour un second trimestre consécutif (-0,8% t/t au T2). En niveau, le PIB en volume se situe ainsi à un plus bas depuis la fin 2021. Toutefois, les données mensuelles provisoires dont nous disposons pour le T4 2023, suggèrent une légère amélioration au cours de ce trimestre (progression de la mesure mensuelle du PIB de 1% m/m en octobre et de 0,2% m/m en novembre). En revanche, l’éventuelle reprise à l’horizon des prochains trimestres devrait être

modeste et la croissance avoisinerait 0% pour l’ensemble de l’année 2024 du fait d’une demande toujours contrainte.

Un recul soutenu de l’inflation

Le gouverneur de la Riksbank, Erik Theeden, a récemment déclaré qu’il n’estimait pas nécessaire de relever davantage le taux directeur, alors que ce dernier s’établit actuellement à +4,0% (+400 pb entre avril 2022 et septembre 2023). Ce changement de cap procède notamment de la diminution significative de l’inflation mesurée par le CPIF (indice de référence de la Riksbank, à taux d’intérêt constant) au second semestre 2023. Celle-ci est passée d’un pic de +10,2% a/a en décembre 2022 à 2,3% un an plus tard, avec une accélération du processus outrepassant les attentes de la banque centrale et du consensus au cours des derniers mois. Cette accéléra-

tion a été permise notamment par une dissipation de la pression sur les prix de l’énergie en parallèle d’une moindre rigidité de l’inflation sous-jacente (+5,3% a/a en décembre 2023). Le retour du CPIF à la cible de +2% a/a est attendu pour la mi-2024, ce qui pourrait conduire, de concert avec une activité atone, à une première baisse de taux de la banque centrale dès le T2 2024, malgré le biais hawkish actuellement maintenu. Par ailleurs, si l’affaiblissement de la devise nationale, qui a atteint en septembre 2023 son plus faible niveau historique face à l’euro (1 EUR = 11,95 SEK le 15 septembre 2023), a compliqué la tâche de la Riksbank en matière de lutte contre l’inflation en renforçant le vecteur de l’inflation importée, la bonne performance de la couronne en fin d’année 2023 a contribué à la bonne surprise désinflationniste.

PÉROU

Légère hausse du PIB en 2024

La croissance du PIB devrait s’établir à 1.7 % en 2023, puis à 2.9 % en 2024. L’incertitude politique, les phénomènes météorologiques extrêmes, les taux d’intérêt élevés et la forte inflation freineront la consommation privée et l’investissement. La lenteur de l’exécution du budget par les administrations infranationales entravera l’investissement public, ce qui sera en partie compensé par le récent train de mesures destiné à stimuler l’investissement. Le redémarrage du tourisme et de la production de cuivre stimulera les exportations. L’inflation devrait ralentir et se rapprocher de son objectif d’ici au début de 2024.

La banque centrale devrait conserver l’orientation restrictive de sa politique monétaire afin d’ancrer les anticipations d’inflation. Le maintien de la trajectoire prévue d’assainissement budgétaire garantira la viabilité de la dette publique. Il est nécessaire de mettre en œuvre une réforme fiscale permettant d’accroître les recettes publiques et de renforcer la progressivité de l’impôt, afin de répondre à l’urgence des besoins infrastructurels et sociaux. Le développement d’une éducation des jeunes enfants de qualité sera décisif pour réduire l’économie informelle et augmenter l’activité féminine, ce qui stimulera le potentiel de croissance. Les conflits sociaux et les phéno-

mènes météorologiques extrêmes pèsent sur la croissance. L’activité économique a connu un net ralentissement en raison des conflits sociaux, des conditions météorologiques extrêmes, de l’incertitude politique, de la forte inflation et du resserrement monétaire. Le PIB s’est contracté de 0.4 % en glissement annuel au premier trimestre de l’année, la construction, l’agriculture et le tourisme ayant été durement touchés. Après un net repli en début d’année, les industries extractives ont pu redémarrer avec la fin des conflits sociaux et des barages routiers. En outre, une nouvelle mine récemment créée vient d’être entièrement mise en exploitation. En mars, les perturbations

des chaînes d’approvisionnement liées au cyclone ont aggravé le ralentissement économique. L’investissement privé a été particulièrement durement touché au premier trimestre de l’année, accusant un recul de 12 % par rapport au même trimestre de l’année précédente. La consommation privée a également ralenti, ne progressant que modestement de 0.4 % en glissement annuel. Toutefois, d’autres indicateurs à court terme, comme la production d’électricité, laissent entrevoir une reprise en cours et une croissance historiquement élevée de l’investissement public dans les quatre premiers mois de l’année apporte un soutien.

JAPON

Le pays a évité la récession de justesse fin 2023

Le Japon a finalement évité une récession technique fin 2023, son produit intérieur brut (PIB) au quatrième trimestre ayant été révisé lundi en hausse, à +0,1% en termes réels sur un trimestre, contre -0,1% lors de la première estimation mi-février. Cette révision s’explique par des investissements non résidentiels des entreprises privées bien plus robustes qu’initialement annoncé (+2% contre -0,1% au départ), selon de nouveaux chiffres publiés par le gouvernement. Sur l’ensemble de l’année dernière, la croissance économique du pays est cependant restée inchangée (+1,9%, après +1% en 2022). Le PIB japonais s’était contracté de 0,8% au troisième trimestre. En termes nominaux, c’est-à-dire

sans corriger l’effet de l’inflation, le PIB nippon a été rétrogradé en 2023 au quatrième rang mondial, ayant été dépassé par l’Allemagne. La consommation des ménages est en panne au Japon, à cause de l’effet combiné de l’inflation et du yen faible. Au quatrième trimestre cette composante clé du PIB est restée négative (-0,3%, chiffre inchangé). Et le début de cette année s’annonce difficile, la consommation des ménages ayant connu en janvier sa pire chute depuis trois ans (-6,3% sur un an).

«L’économie japonaise se porte mal»

«Le petit rebond au dernier trimestre a permis d’éviter l’épouvantail de la “ré-

cession technique”, défini par deux trimestres consécutifs de contraction du PIB. Mais cela ne change pas le fait que l’économie japonaise se porte mal», a réagi lundi Stefan Angrick dans une note de Moody’s. «La faiblesse de la consommation privée est particulièrement préoccupante, étant en déclin depuis trois trimestres consécutifs», a aussi rappelé Yoshiki Shinke, de l’institut de recherche de l’assureur japonais Dai-ichi Life. «Tant la demande intérieure que la demande extérieure sont ternes actuellement, ce qui fait que l’économie japonaise n’a pas de catalyseur», a-t-il ajouté. De nombreux économistes s’attendent toutefois à ce que la Banque du Japon

(BoJ) amorce dès ce mois-ci ou en avril le processus de normalisation de sa politique monétaire, actuellement toujours ultra-accommodante, devant la perspective d’une nouvelle augmentation significative des salaires dans le pays, qui pourrait éventuellement relancer la consommation et la croissance à l’avenir. Les négociations salariales annuelles qui se tiennent chaque printemps au Japon («shunto») devraient livrer des résultats préliminaires cette semaine. La confédération syndicale Rengo réclame une hausse des salaires de 5% ou plus, après avoir obtenu une augmentation moyenne supérieure à 3,5% en 2023, ce qui était un record depuis 30 ans.

INFLATION EN EUROPE

Quels sont les pays les touchés ?

L’inflation annuelle dans l’UE et la zone euro continue de montrer des signes de ralentissement, les chiffres de janvier indiquant une baisse dans 15 des pays de l’UE. Toutefois, les 11 autres pays ont enregistré une hausse. L’inflation dans l’UE a diminué progressivement et régulièrement depuis le pic de 11,5 % atteint en octobre 2022. En janvier 2024, le taux d’inflation annuel de l’UE était de 3,1 %, contre 3,4 % en décembre selon Eurostat, l’office statistique de l’UE. Ce chiffre contraste fortement avec celui de l’année dernière à la même époque, qui était de 10%. Dans le même temps, le taux d’inflation annuel de la zone euro s’est établi à 2,8 % en janvier 2024 et à 2,6 % en février 2024, contre 2,9 % en décembre et bien moins que les 8,6 % observés en janvier 2023. Ce taux reste supérieur à l’objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE), qui est de 2 %. Les prix augmentent plus lentement La baisse de l’inflation indique que les prix des produits de consommation augmentent plus lentement qu’auparavant. L’inflation négative, ou déflation, se produit quant à elle lorsque les prix baissent dans une économie. En janvier, par exemple, les prix de l’énergie dans l’UE étaient inférieurs à ceux de l’année précédente. Le taux d’inflation, mesuré par l’indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), varie considérablement d’un pays à l’autre en Europe. Bien qu’il se soit ralenti dans la plupart des pays de l’UE, aucun d’entre eux n’a enregistré un taux d’inflation négatif en janvier en projection annuelle. Les estimations d’Eurostat pour le mois de février ne montrent encore aucun signe d’une telle baisse dans aucun pays. Comment se comparent les taux d’inflation dans l’UE et comment l’inflation annuelle a-t-elle évolué depuis son pic ? L’inflation a atteint son taux le plus élevé des quatre dernières décennies en octobre 2022. La crise du COVID-19 a été suivie d’une forte hausse des prix à la consommation, comme le montre le rapport de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 2023. Les prix ont commencé à augmenter en 2021 en raison du rebond rapide de la pandémie et des perturbations des chaînes d’approvisionnement qui en ont résulté.

MASERATI GRANTURISMO 4.2

Perfection à l’italienne

Ligne fascinante de beauté, moteur d’origine Ferrari, châssis soigné et belle habitabilité font de la Granturismo une sorte de GT idéale. Elle connaîtra un grand succès et, assez largement répandue, elle s’offre désormais pour le prix d’une MG4 neuve. Le rêve à portée de main...

En passant sous contrôle de Ferrari en 1995, Maserati entame l'une des périodes les plus fastes de son histoire. Maranello lui permet de retravailler le V8 F136 de la future F430, que Modène dote d'un vilebrequin en croix. Cela autorise un fonctionnement plus souple et garantit une sonorité bien plus mélodieuse. Ce 4,2 l atmo se retrouve d'abord dans la 4200 GT en 2001 puis dans la berline Quattroporte V en 2003. Celle-ci profite d'une toute nouvelle plate-forme et marque le début d'une nouvelle collaboration entre Maserati et Pininfarina. Elle trouve son public, et surtout aura une descendance technique. Voyons comment. Ferrari veut doter Maserati d'un coupé assez compact, pour remplacer la 4200 GT vieillissante, mais le projet initialement envisagé s'avère bien trop cher pour le Trident. En effet, il débouche sur la California. Que faire alors pour Maserati ? On est pragmatique, on demande à Pininfarina de rhabiller la Quattroporte en coupé, ce qui a lieu en un temps record : moins d'un an. Le résultat de cette collaboration est révélé au salon de Genève 2007 : c'est la Granturismo, codée M145. Inspirée du concept Birdcage de 2005, elle arbore des lignes d'une grande élégance et très personnelles à la fois, n'oubliant pas une agressivité assurée mais discrète. De plus, la GranTurismo travestit adroitement son gabarit imposant (4,88 m de long !), synonyme d'habitabilité étonnante pour une GT. L'habitacle, travaillé pour une fonctionnalité maximale, se pare de beaux matériaux, la GranTurismo se destinant à un usage quotidien. A cette fin, elle ne retient de la Quattroporte que la boîte automatique ZF 6HP26, accolée au V8 4,2 l de 405 ch, bien plus douce dans son fonctionnement que l'unité robotisée rejetée vers l'essieu arrière également utilisée dans la grande berline. Le Coupé n'en conserve pas moins une belle répartition des masses (49 % avant/51 % arrière), ce qui, associé à ses trains roulants à double triangulation et amortissement piloté Skyhook, garantit une sacrée efficacité dynamique.

Tant mieux car malgré ses 1 780 kg, la Maserati atteint 285 km/h et franchit les 100 km/h en 5,2 s. Le prix se révèle raisonnablement monstrueux, à 114 280 €, soit 148 100 € actuels selon l'Insee. L'équipement de série comprend la sellerie cuir à réglages électriques, la clim auto bizona, le GPS, la caméra de recul, les capteurs de pluie et de luminosité, le régulateur de vitesse ou encore l'ESP. La GranTurismo débute alors une belle carrière, recevant en 2008 une version S dotée du V8 4,7 l et de la boîte robotisée. Elle ne signe absolument pas la fin de la 4,2 l, qui va continuer longtemps, jusqu'en 2017, même si elle évoluera malheureusement guère. D'un autre côté, le reste de la gamme profitera d'une animation constante, et ne rendra les armes qu'en 2019. En tout, le coupé au trident aura été produit à 28 805 exemplaires.



Combien ça coûte ?

Jusqu'à l'année 2010, la GranTurismo 4.2, se déniche dès 29 000 € en très bon état si on n'a pas peur d'un kilométrage élevé, entre 150 000 km et 200 000 km. A 32 000 €, on trouve de beaux exemplaires sous les 150 000 km, et à 35 000 €, ils tombent sous les 100 000 km. Ensuite, les prix montent assez fortement à mesure que le kilométrage baisse : par exemple, 45 000 € pour une auto de 50 000 km. Les modèles les plus récents coûtent plus cher, en raison aussi de leur rareté plus marquée. Une auto de 2014 affichant 70 000 km peut réclamer 60 000 €.

Quelle version choisir ?

Optez en tout premier lieu pour un exemplaire parfaitement entretenu et doté de tout son historique, avant même de considérer le kilométrage. Une Maserati de 150 000 km roulant régulièrement et entretenue comme il se doit posera moins de soucis qu'une autre de 20 000 km qui sera restée des mois inactive...

Les versions collector

Toute GranTurismo impeccable devient progressivement un collector. Les exemplaires très peu kilométrés sont particulièrement recherchés.

Que surveiller ?

Bonne surprise, la GranTurismo profite d'une excellente fiabilité générale. Eprouvé depuis 2001, le V8 4,2 l ne souffre d'aucune tare particulière, hormis quelques légères fuites d'huile. On relève aussi une durité de liquide de refroidissement un peu fragile, mais rien de grave. On apprécie aussi le fait que le V8 recoure à une chaîne de distribution, ce qui limite les frais de maintenance. Il a toutefois souffert de ses déphaseurs d'arbres à cames en début de



carrière, problème qui a normalement été résolu en concession. Pas de souci côté boîte, une vidange étant conseillée aux alentours de 100 000 km. Dans l'habitacle, avec l'âge, certains plastiques deviennent collants, ce qui se résout aisément, alors que ciel de toit s'avachit parfois. En revanche, les cuirs vieillissent fort bien et les dysfonctionnements électroniques se résolvent aisément avec une reprogrammation. Un système de maintien de charge de la batterie sera vivement apprécié par la Maserati. Les silentblochs de suspension souffrent un peu du poids de la voiture : à vérifier car leur remplacement n'est pas bon marché. Surveillez également l'état des freins et des jantes. La GranTurismo se révisé tous les deux ans ou 20 000 km, ce qui n'est guère contraignant, mais coûte entre 1 000 € et 2 000 €.

Sur la route

A bord de la GranTurismo, on est d'abord surpris par l'habitabilité, surtout à l'arrière, où deux adultes s'installeront confortablement. A l'avant, on jouit d'une position de conduite impeccable, mais on est moins séduit par le système multimédia, similaire à celui d'une Peugeot 407... Dès qu'on réveille le V8, on oublie ce petit défaut : quelle musique ! Très souple et docile, il n'a certes rien d'un monstre de puissance à bas et mi-régime, mais passé 4 000 tr/min, il connaît un joli regain de punch et pousse rageusement jusqu'à 7 500 tr/min, dans une symphonie exceptionnelle. Quel moteur ! La boîte a beau ne compter que 6 rapports, elle convient tout à fait à ce bloc, tant elle est douce et réactive. Plutôt ferme, la suspension procure néanmoins un confort avéré, même si une Mercedes CL sera plus ouatée. Mais la Maserati se révèle autrement dynamique, et révèle une capacité étonnante à faire oublier son poids dans les virages serrés. Vive et alerte, elle se plie à conduite sportive, surtout que le volant est informatif, et le freinage très efficace. Cela dit, ce dernier manque d'endurance, et sa pédale de consistance. La GranTurismo sera tout autant à son aise sur long parcours autoroutier, grâce à sa bonne insonorisation et ses sièges agréables, mais si on voyage à quatre, le coffre sera trop petit. La consommation apparaît raisonnablement élevée : 14 l/100 km en moyenne.

L'ALTERNATIVE YOUNGTIMER

Maserati Ghibli II (1992 - 1997)

Aboutissement de la lignée de la Biturbo apparue en 1982, la Ghibli en conserve les grandes lignes, dont un V6 à deux turbos. D'une cylindrée de 2,0 l, il développe 306 ch, soit une puissance spécifique exceptionnelle pour l'époque ! Le châssis, agrémenté d'un différentiel à glissement limité et d'un amortissement piloté, se révèle plutôt efficace, tandis que la boîte Getrag compte six rapports. Ainsi grée, la Ghibli pointe à 265 km/h : ça marche fort ! En 1993, une plus paisible variante 2,8 l (284 ch) est proposée (compatible avec une boîte automatique), alors qu'en 1994, l'ABS est de série. En 1995, grâce à Ferrari, la suspension est revue et les moteurs gagnent en fiabilité, tandis que quelques modifications cosmétiques sont apportées. Renommée GT, cette Ghibli II améliorée se décline en version sportive Cup, servant à homologuer en course l'Open Cup. Forte de 330 ch, celle-ci bénéficie d'une suspension durcie, des jantes Speedline démontables ainsi que, dans l'habitacle, d'un volant Momo et de parements en carbone. En 1997, la Maserati est retirée, produite à 2 371 exemplaires. Une vraie rareté, pourtant accessible : à partir de 25 000 €.

ROLLS-ROYCE GHOST

Lifting minimaliste pour limousine

La Rolls-Royce Ghost s'apprête à bénéficier d'un lifting de mi-carrière. La « petite » Rolls-Royce de 5,55 m de long va ainsi modifier très légèrement son design pour passer au mieux la suite de sa vie commerciale. La Rolls-Royce Ghost va après quatre années de bons et loyaux services passer par la case restylage. Un lifting léger puisqu'il concernera essentiellement les projecteurs et le graphisme des feux arrière. Mais il y aura aussi de petites mo-

difications au niveau du bouclier avant qui recevra de nouvelles prises d'air. Grande berline de luxe, la « petite » Rolls-Royce Ghost dispose de roues arrière directrices afin d'améliorer la précision et l'agilité sur les routes, la version restylée conservera ce dispositif qui facilite la conduite. Sous le capot de cette grande auto, on trouvera toujours le V12 de 6,75 litres mais la puissance qui est actuellement de 571 ch pour la version « normale » pourrait passer à 600 ch et

900 Nm de couple comme celle de la version « Black Badge ». La marque Rolls-Royce devrait aussi profiter du lifting pour mettre à jour le système multimédia de sa belle limousine qui existe en deux longueurs : 5,55 m pour la version normale et 5,72 m pour la variante Extended Range qui voit son empattement s'allonger de 17 cm. Les essais de mise au point de ce modèle restylé se poursuivent sur la neige de la Scandinavie et la présentation de ce modèle de-

vrait avoir lieu en fin d'année. La fin d'année devrait être chargée en ce qui concerne les restylages chez Rolls-Royce puisque le 4x4 Rolls-Royce Cullinan va également bénéficier d'un lifting. À l'image de la Rolls-Royce Spectre électrique qui est commercialisée depuis plusieurs mois, la prochaine génération de Rolls-Royce Ghost passera à l'électrique puisque la marque anglaise ne veut plus produire d'autos à moteurs thermiques à partir de 2030.

À PRÈS DE 70 000 DOLLARS

Le Bitcoin vient de dépasser son record historique

Le Bitcoin a cette semaine enfin réussi à dépasser son record établi le 10 novembre 2021, pour même franchir brièvement les 70 000 dollars. Un nouveau record qui pourrait bien n'être que le début d'un nouveau cycle.

Ce sont les plateformes de trading de cryptomonnaies qui doivent se frotter les mains. Car après une année 2023 qui signalait déjà le retour des cryptos, l'année 2024 s'annonce encore plus euphorique pour ce marché. Et pour cause, le Bitcoin n'a jamais eu droit à un cours aussi élevé dans toute son histoire. Une remontée fantastique qui pourrait bien continuer encore tout le long de cette année.

Le Bitcoin n'a jamais été aussi haut

C'est une des grandes news de la semaine. Après une remontée d'un peu plus d'un an, le Bitcoin a finalement dépassé son record précédent, le All Time High (ATH) enregistré lors du cycle haussier de 2020-2021. Il a ainsi plusieurs fois dépassé les 69 000 dollars cette semaine, et même, plus brièvement, fait des incursions au-delà des 70 000 dollars.

Ce tour de force a étonné de nombreux habitués du monde de la crypto. Il semblait en effet entendu que le Bitcoin ne bénéficierait d'une telle montée qu'après le halving, soit le moment où les mineurs de Bitcoin voient leur récompense après la création d'un bloc réduite de moitié — ce qui automatiquement raréfie l'offre.

Le niveau de la capitalisation globale des cryptos toujours meilleure

Mais si le Bitcoin impressionne, c'est en fait tout l'écosystème des cryptomonnaies qui s'est finalement relevé de la terrible année 2022, marquée d'abord par la chute de la crypto LUNA, puis par la fermeture



de FTX, qui était au moment de sa faillie la seconde plus grande plateforme au monde après Binance. C'est ainsi que la capitalisation globale du marché des cryptomonnaies a été multipliée par trois depuis décembre 2022, atteignant à ce jour selon le site CoinMarketCap les 2 620 milliards de dollars. Presque tous les altcoins ont ainsi vu leur prix augmenter en un an, dont un bon nombre assez massivement.

Le halving approche

Et si une certaine euphorie est palpable chez les investisseurs de cryptomonnaies, c'est que le fameux halving dont nous parlions plus haut n'a pas encore eu lieu. Cet événement est attendu pour la mi-avril, avec une récompense pour chaque bloc miné passant à ce moment de 6,25 bitcoins à 3,125 bitcoins.

Or à chaque cycle précédent, le halving a précédé une forte montée des cours des cryptomonnaies, avec finalement ce qui est connu comme un « bull run », ce qui correspond à une explosion rapide des prix. Et ils sont nombreux à espérer que l'histoire se répète une fois encore.

Les ETF Ethereum, nouveau coup de boost ?

Une autre nouvelle en suspens incite les investisseurs à l'optimisme. Car un nouvel outil financier est en discussion de l'autre côté de l'Atlantique : les ETF Ethereum. À l'image des ETF Bitcoin, acceptés par la Securities and Exchange Commission (SEC) le 10 janvier dernier, et qui depuis sont commercialisés à la bourse de New-York, des ETF Ethereum sont en développement. Et si le régulateur financier américain ne cesse de repousser sa réponse, il sera dans l'obligation d'officialiser sa position le 23 mai prochain, date à laquelle il devra se positionner sur la demande de la société de gestion VanEck.

Si l'autorisation était finalement accordée, il se pourrait ainsi que l'Ethereum connaisse le même genre d'afflux d'argent qui a suivi le lancement des ETF Bitcoin. Ces derniers sont en effet une véritable réussite actuellement du côté des États-Unis. À leur lancement il y a deux mois, ils représentaient 30 milliards de dollars. Deux mois plus tard, avec la hausse des cours et l'achat de nouveaux bitcoins, ils représentent déjà 50 milliards de dollars. Ce qui a évidemment aidé à pousser les prix vers le haut. Des ETF Ethereum auraient-ils le même effet ?

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ChatGPT obtiendra un souvenir de vos conversations passées

Alors, si à l'avenir, lors de votre visite dans une usine Tesla, vous remarquez qu'un robot au sourire métallique amical vous accueille depuis la chaîne de montage, ne soyez pas surpris. Elon Musk l'a réalisé il y a longtemps que sans Optimus, il n'y avait pas d'avenir pour Tesla. Il semble que les robots prendront bientôt le contrôle — non seulement des erreurs des travailleurs humains, mais aussi de leur travail.

À l'autre bout du monde, UBTECH Robotics introduit aujourd'hui son Walker S dans les lignes de production de véhicules électriques Nio, marquant une étape en avant dans l'intégration de la robotique avancée dans l'industrie automobile. Conçu pour un usage industriel, le Walker S constitue un élément essentiel de la stratégie de Nio visant à améliorer la productivité grâce à sa capacité à se déplacer de manière adaptative et à fonctionner de manière autonome. En ce moment, il fait le travail de contrôleur sur la ligne, vérifiant les erreurs des gens. Intéressant.

Les deux initiatives, Tesla et UBTECH Robotics, soulignent l'importance de l'automatisation et de la robotique avancée dans la fabrication moderne. Avec leurs innovations, ils établissent non seulement de nouvelles normes dans l'industrie, mais ouvrent également la porte à un avenir où les robots effectueront des tâches avec une précision et une efficacité qui dépassent les capacités humaines.

Tesla et UBTECH Robotics sont à la pointe de l'évolution technologique en développant des robots humanoïdes comme Optimus et Walker S. Alors que les robots deviennent des éléments de plus en plus importants dans les processus de production, les horizons de la production industrielle s'élargissent et des questions se posent également sur le rôle futur de l'humanité dans une société technologiquement avancée. Quelle que soit la manière dont nous envisageons ces changements, il est clair que l'avenir de la robotique est là et que des entreprises comme Tesla et UBTECH Robotics le façonnent.

Dans cette nouvelle ère où les robots contrôlent les erreurs des travailleurs humains et prennent même en charge leur travail, la seule question qui reste semble être de savoir comment nous, en tant que société, allons nous adapter et tirer parti de ces avancées technologiques. Peut-être que le temps nous dira que des robots comme Optimus et Walker S sont la clé du prochain grand pas en avant de l'industrie automobile et au-delà. Mais ne vous inquiétez pas trop. Lorsque les robots prendront le contrôle de votre lieu de travail, vous aurez peut-être plus de temps pour réfléchir à l'ironie du fait que l'humanité ait créé une technologie qui pourrait finir par lui enlever son pain. Ou, comme dirait Musk, bienvenue dans un avenir où les robots seront les nouveaux rois de l'industrie manufacturière. Espérons simplement qu'ils aient au moins autant de sens de l'humour que leurs créateurs.

L'AVENIR DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Votre travail sera bientôt effectué par un robot

Alors que l'industrie automobile est confrontée à des défis constants pour augmenter la productivité et réduire les coûts, les sociétés tesla et ubtech robotics introduisent des changements révolutionnaires à l'aide de robots humanoïdes. Tesla, avec le développement du robot optimus, et ubtech robotics, avec son robot walker s dans les usines de nio, promettent une nouvelle ère de production, où robots et humains repousseront ensemble les limites du possible. Les robots humanoïdes sont là et ils prendront votre travail. Dans une industrie où chaque seconde compte et où chaque centime compte, les entreprises s'efforcent d'innover pour transformer les lignes de production.

La tendance est aux robots humanoïdes. Tesla, dirigée par Elon Musk, et UBTECH Robotics, basée à Shenzhen, se placent à l'avant-garde de cette révolution en s'engageant en faveur du progrès technologique. Leurs derniers robots humanoïdes, Optimus et Walker S, promettent non seulement d'améliorer l'efficacité, mais offrent également un aperçu d'un avenir où la technologie et l'humanité travailleront main dans la main. Dirigée par l'infatigable visionnaire Elon Musk, Tesla est non seulement pionnière dans le domaine des véhicules électriques, mais aussi dans le monde de la robotique, où elle développe un robot humanoïde nommé Optimus. Ce robot n'est pas seulement le fruit de l'ima-

gination de science-fiction ou du besoin de fraîcheur de Musk. Non, son objectif est nettement plus pragmatique : accélérer et optimiser les processus de travail dans les usines Tesla, réduisant ainsi les coûts unitaires de production. Comment? En supprimant le « facteur humain » de l'équation. Investissement dans le développement intelligence artificielle et la robotique est essentielle pour Tesla non seulement pour améliorer l'efficacité et la qualité de la production, mais également pour réduire les prix de ses produits pour les clients finaux. La vision est claire : des robots humanoïdes qui ne connaissent pas la fatigue, n'ont pas besoin de pauses et sont immunisés contre les erreurs inhérentes à

la nature humaine. Imaginez une usine qui fonctionne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, sans avoir besoin de syndicats ni de rémunération des heures supplémentaires. Il est ironique qu'Optimus, entouré d'un éclat presque mythologique, devienne le nouveau « collaborateur » qui remplacera les travailleurs des quatre coins du monde — des Mexicains et Américains aux Chinois et Allemands. Oui, le facteur humain, cette éternelle source d'erreurs et de retards, appartiendra bientôt au passé dans les usines de fabrication de haute technologie de Tesla. Et cela est susceptible de se produire dans les 5 à 7 prochaines années, en fonction de la tendance du développement de l'IA et de la robotique.

Mots fléchés

Dés l'aube		Magistrat municipal		Fabriquera		Flatuosité		Petits oiseaux		Couverte d'un végétal		Habituelle	
Terre gagnée sur la mer		Nul ne l'ignore		Sous-entendu		Excitent la bête		Imaginais				Nota bene	
						Adolescent							
Accessoires vestimentaires										Officier de confiance du roi Venceslas			
Cramée												Mouche parasite	
							Surgis						
Première page d'un journal		L'Irlande					Étain			Un droit remis en question			
		Matière colorante rouge					Transmet la maladie du sommeil						
			Oeuvre de Rabelais										
			Correspondances										
Pièce de harnais					Grand continent					Débouche sur le lac de Tolla			
Moquerie										Alcool fort			
					Plante fourragère						Beaucoup		Il est représenté sur le pilier des Nautes
Il y a le blanc et le bleu				Avion à réaction				Acteur et actrice français	Est tout feu tout flamme				
Avide				Pleurnichement									
					Aide financière				Boeufs sauvages				
					Partie de canal				Grand oiseau				
Bus le lait au sein						Use lentement						Décortiqua	
Réputations	Roter	Sa capitale est Téhéran					Signes musicaux						
		Fleuve écossais					État américain						
						Capitale de l'Ukraine					Prénom masculin d'origine slave		Lignes sur feuilles
Ville du Nevada					Sot mais fier de lui				Terrible tsar				
Sa capitale est Moscou					Voilées de larmes				Existence				
						Surnommé le 'boucher'							
						CCCP en VO							
Césium			Tout retournés					Plante laxative		Affluent du Rhin			
Note de musique													
		Mets le feu								Nom d'un très grand cirque		Administre	
		Amena vers soi											
Pour relier			Possédasse						Haut perché				
Instruments chirurgicaux			Homosexuel						Reçoit un boulin				
							Élire						
							Note de musique						
Unité de mesure de radiation	Organe humain					Endroit qui sert de refuge							
				Auteur des 'Mystères de Paris'				Vas sans but					

CHINE-AFRIQUE

Les échanges commerciaux ont augmenté de 13,9% durant les 2 premiers mois de 2024

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont augmenté de 13,9% en glissement annuel durant les deux premiers mois de l'année 2024 pour s'établir à 47,68 milliards de dollars, selon des données publiées le vendredi 8 mars par l'administration générale de la douane chinoise. Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont enregistré une hausse de 21% entre le 1er janvier et le 29 février de l'année en cours comparativement à la même période de l'année écoulée, à 28,78 milliards de dollars. Les importations chinoises en provenance du continent ont augmenté quant à elles de 4,5%, à 18,89 milliards de dollars.

70E ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Larbaoui installe la Commission nationale chargée de la préparation des festivités commémoratives

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, lundi, à l'installation de la Commission nationale chargée de la préparation des festivités commémoratives du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Lors de la cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au Palais du Gouvernement, le Premier ministre a souligné « l'intérêt particulier que porte Monsieur le président de la République au 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale et son souci de lui donner un retentissement considérable, avec l'élaboration d'un programme à la hauteur de la grandeur de l'événement national, que célébrera le peuple algérien cette année ».

Un programme qui « perpétue les traditions de fidélité aux sacrifices des Chouhada, immortalise leur mémoire et valorise le legs historique de la génération du 1er Novembre, en vue de renforcer l'attachement des générations montantes aux éminentes valeurs de la glorieuse Révolution de libération nationale », a ajouté M. Larbaoui.

« Le message du 1er Novembre a été une source d'inspiration pour tant de peuples de par le monde en quête de libération du joug colonial, de liberté et d'indépendance », a soutenu le Premier ministre, appelant à « associer les différentes franges de la société, notamment les jeunes, à la célébration de ce glorieux anniversaire », et à « étendre les festivités à l'ensemble des régions du pays ».

La Commission nationale chargée de la préparation des festivités commémoratives du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre compte « plusieurs secteurs ministériels » et son secrétariat technique est assuré par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, selon le communiqué.

REVUE EL DJEICH

«Algérie : place prestigieuse à l'échelle régionale et internationale»

Les événements importants ayant marqué l'actualité ces derniers jours apportent la preuve de la place prestigieuse que la nouvelle Algérie occupe sur la scène régionale et internationale ainsi que sa stature en tant que puissance régionale, mais également comme acteur essentiel à l'échelle internationale, a souligné la revue El Djeïch dans son numéro du mois de mars.

Sous le titre "Algérie : place prestigieuse à l'échelle régionale et internationale", la revue mentionne dans son éditorial que "sur la voie tracée par des millions de nos valeureux Chouhada avec leur sang pur, et dont nous évoquons les exploits au mois de mars de chaque année, afin que leur héroïsme soit le phare qui guide les générations successives, la nouvelle Algérie réalise de précieux progrès tant sur le plan interne qu'externe".

A cet effet, la publication relève que d'importants événements ont marqué l'actualité ces derniers jours, apportant la preuve de la place prestigieuse qu'elle occupe sur la scène régionale et internationale ainsi que sa stature, non seulement en tant que puissance régionale, mais également comme acteur essentiel à l'échelle internationale.

Elle rappelle à ce titre que "le premier événement à dimension mondiale par excellence est l'accueil par notre pays des travaux du 7ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz qui a été véritablement le sommet des grands défis, en ce qu'il s'est tenu dans une conjoncture caractérisée par les tensions géopolitiques et les difficultés économiques que traverse le monde".

Pour la revue cet événement "reflète la position prestigieuse de l'Algérie et sa fiabilité avérée sur la scène énergétique mondiale et lui confère la qualité d'acteur effectif pour

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 12 mars 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ce qui est de garantir la sécurité énergétique mondiale, outre le fait de disposer de hautes qualifications et d'une vaste expérience qui lui permettent de jouer un rôle de premier plan en tant que partenaire important dans le domaine".

En ce sens, la même source note que le Sommet d'Alger a été "un succès à tous les points de vue et à tous les niveaux, surtout en ce qui concerne l'impératif de consolider cet outil face aux défis énergétiques mondiaux actuels, dans un monde qui connaît des mutations continues et accélérées".

La publication a ainsi repris le discours de clôture prononcé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il a déclaré : "nous avons réitéré notre engagement à conforter la place de notre Forum en tant que tribune de dialogue et de coopération régionale et internationale qui attire aujourd'hui de nouveaux membres, tout en insistant sur les droits souverains des pays membres sur leurs ressources gazières et notre rôle prépondérant en matière de soutien au développement durable et à la sécurité énergétique mondiale en accord avec les objectifs des Nations unies".

Revenant sur l'inauguration de Djamaâ El Djazaïr par le président de la République, l'éditorial d'El Djeïch relève "toute la symbolique du choix du lieu et de la période, en tant qu'édifice religieux, culturel et civilisationnel, qui contribuera à l'enracinement de l'identité nationale et à la consolidation de l'unité et de l'immunité de la nation algérienne, outre son rôle central de pôle rassembleur et de lieu de rayonnement de la pensée modérée dont la portée dépassera les frontières de la patrie".

En outre, la revue a fait observer que "les réalisations de la nouvelle Algérie dans la concrétisation de la stratégie globale de développement durable dans ses dimensions

sociale, économique, culturelle et environnementale, ainsi que dans le renforcement de sa position en tant qu'acteur régional et international actif, s'accompagnent d'efforts acharnés déployés par l'Armée nationale populaire, tant au niveau de la préparation au combat pour assurer la disponibilité opérationnelle des unités du corps de bataille".

A ce titre, la publication a rappelé que le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, "veille personnellement à la supervision de l'exécution des exercices tactiques à balles réelles dans les différentes Régions militaires, dont le dernier en date a été l'exercice +Tempête du Hoggar 2024+, dans la 6e RM, qui a été exécuté avec professionnalisme et compétence".

Elle a mis également l'accent sur le renforcement des liens de coopération avec les forces armées des pays frères et amis, citant les visites du général d'armée au Royaume d'Arabie saoudite, en République du Rwanda et à l'Etat du Qatar.

Ces visites "témoignent clairement des ambitions des hautes autorités à promouvoir les mécanismes de coopération militaire entre nos Armées et constituent une opportunité que nous saisisons pour l'échange des points de vue sur les questions d'intérêt commun", a rappelé la revue en reprenant les propos du Général d'Armée Saïd Chanegriha, soulignant qu'elles constituent aussi "une étape importante sur la voie de la concertation que nous parcourons ensemble pour le développement de nos relations et la consolidation de notre coopération, afin de la hisser au niveau des aspirations des dirigeants de nos pays respectifs, dans la perspective de relever les défis sécuritaires actuels avec l'efficacité et l'efficience requises".

AGRESSION SIONISTE

Guterres appelle à «faire taire les armes» pour «faire honneur à l'esprit du ramadan»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi à "faire taire les armes" dans l'enclave palestinienne de Ghaza "pour faire honneur à l'esprit du ramadan" qui vient de commencer. "Aujourd'hui marque le début du

mois sacré du ramadan, une période où les musulmans du monde entier célèbrent et propagent les valeurs de paix, de réconciliation et de solidarité. Mais même avec le début du ramadan, les morts, les bombardements et le carnage se poursuivent à

Ghaza", a-t-il déploré devant la presse. "Mon appel vibrant aujourd'hui est de faire honneur à l'esprit du ramadan en faisant taire les armes et en éliminant tous les obstacles pour que l'aide humanitaire vitale puisse avoir lieu au rythme et à l'échelle

massive nécessaire", a-t-il ajouté. "Les yeux du monde nous regardent. L'Histoire nous regarde. Nous ne pouvons pas détourner les yeux", a martelé Antonio Guterres, alors que l'agression sioniste a fait 31.112 morts dans la bande de Ghaza.

Le secrétaire général de l'ONU s'est également alarmé d'une possible offensive terrestre sioniste sur Rafah, qui ferait "chuter la population de Ghaza encore plus profondément dans les cercles de l'enfer".

RAMADHAN

Djezzy lance une campagne de solidarité avec le CRA et les SMA

L'opérateur de téléphonie mobile, Djezzy, a annoncé, lundi, le lancement de sa campagne de solidarité au profit des familles nécessiteuses, à l'occasion du mois de Ramadhan, en collaboration avec le Croissant rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA).

Cette campagne a « débuté dès mi-février avec l'initiative +Walk for Besma+, à travers l'application +Djez-

zyApp+, offrant aux clients la possibilité de gagner des gigas qui, accumulés, pouvaient ensuite être convertis en dons pour les familles nécessiteuses pendant le Ramadan, démontrant ainsi un soutien concret et tangible », précise un communiqué de l'opérateur.

L'action, qui « a suscité une participation active jusqu'à sa clôture le 6 mars courant, consiste à distribuer des couffins aux familles défavorisées, en part-

nariat avec le CRA, dans un prolongement de la campagne +Walk for Besma+, afin d'en amplifier l'impact positif ».

En plus de la distribution de couffins, Djezzy « étend sa campagne de solidarité en renouvelant son partenariat, cette année, avec les SMA, dont la collaboration se traduit par l'ouverture de restaurants de la Rahma dans plusieurs wilayas du pays, offrant des repas gra-

tuits aux personnes dans le besoin pendant le mois de jeûne », ajoute la même source.

A travers ces actions, Djezzy « réaffirme sa dimension citoyenne et sa volonté de contribuer aux efforts de solidarité nationale à chaque occasion, et s'engage, en ces temps de compassion et de partage, à soutenir et à apporter un peu de réconfort aux familles nécessiteuses », conclut le communiqué.